



**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration - Soixante-sixième session**  
Rome, 28-29 avril 1999

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

**LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIET NAM**

POUR

**LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DANS LA PROVINCE DE HA TINH**

## TABLE DES MATIÈRES

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>CARTES DE LA ZONE DU PROJET</b>	<b>iv-v</b>
<b>RÉSUMÉ DU PRÊT</b>	<b>vi</b>
<b>NOTE DE PRÉSENTATION</b>	<b>vii</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA</b>	<b>1</b>
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Données d'expérience	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Viet Nam	2
<b>DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET</b>	<b>4</b>
A. Zone du projet et groupe cible	4
B. Objectifs du projet	5
C. Composantes	5
D. Coûts et financement	9
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	11
F. Organisation et gestion	12
G. Justification économique	13
H. Risques	14
I. Impact sur l'environnement	15
J. Caractéristiques novatrices	15
<b>TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ</b>	<b>16</b>
<b>QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION</b>	<b>16</b>
 <b>ANNEXE</b>	
<b>RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ</b>	<b>17</b>



## APPENDICES

<b>I.</b>	<b>COUNTRY DATA</b> (DONNÉES SUR LE PAYS)	<b>1</b>
<b>II.</b>	<b>PREVIOUS IFAD LOANS TO VIET NAM</b> (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA AU VIET NAM)	<b>2</b>
<b>III.</b>	<b>LOGICAL FRAMEWORK</b> (CADRE LOGIQUE)	<b>3</b>
<b>IV.</b>	<b>COSTS AND FINANCING</b> (COÛTS ET FINANCEMENT)	<b>7</b>
<b>V.</b>	<b>EXPENDITURE ACCOUNTS BY COMPONENTS</b> (COÛTS PAR COMPOSANTES)	<b>8</b>
<b>VI.</b>	<b>ORGANIZATION AND MANAGEMENT</b> (ORGANISATION ET GESTION)	<b>9</b>
<b>VII.</b>	<b>ORGANIZATIONAL STRUCTURE</b> (STRUCTURE ORGANIQUE)	<b>12</b>
<b>VIII.</b>	<b>ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS</b> (ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)	<b>13</b>
<b>IX.</b>	<b>FLOW OF FUNDS</b> (FLUX DE RESSOURCES)	<b>15</b>



## TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	New Dong ((VND))
1,00 USD	=	13 000 (VND)
1,00 (VND)	=	0,000076923 USD

## POIDS ET MESURES

Systeme métrique

## SIGLES ET ACRONYMES

AAV	ActionAid Viet Nam
DANIDA	Agence danoise de développement international
GTZ	Office allemand de la coopération technique
ONG	Organisation non gouvernementale
PDL	Projet de développement local
PTBA	Programme de travail et budget annuel
UCP	Unité de coordination du projet

## GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIET NAM

Année budgétaire

1<sup>er</sup> janvier - 31 décembre

## CARTE DE LA ZONE DU PROJET

SOCIALIST REPUBLIC OF VIET NAM  
HA TINH RURAL DEVELOPMENT PROJECT

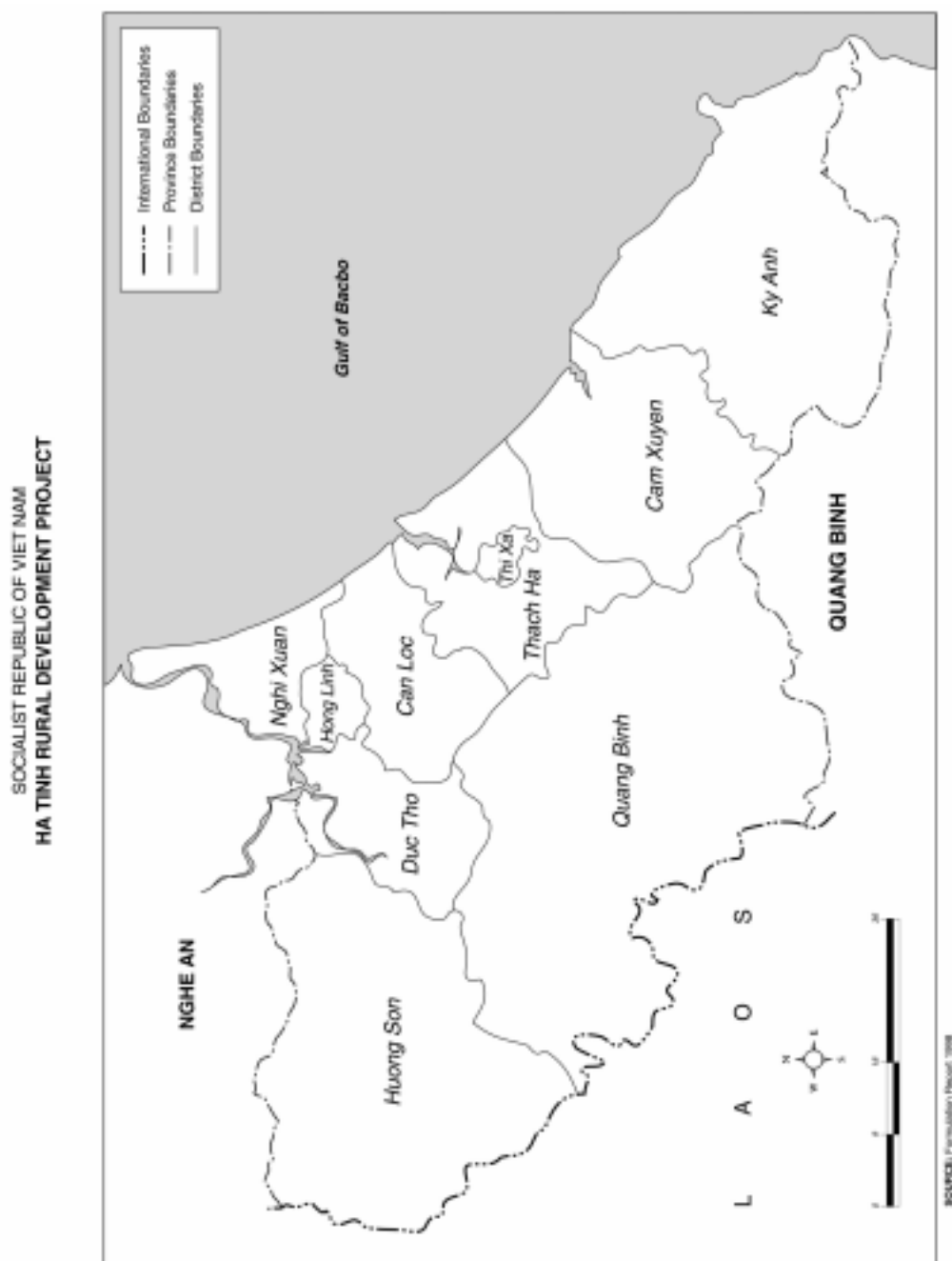


SOURCE: Formulation Report 1998

**Source:** Rapport de formulation, 1998

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## CARTE DE LA ZONE DU PROJET



**Source:** Rapport de formulation, 1998

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIET NAM

### PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DANS LA PROVINCE DE HA TINH

#### RÉSUMÉ DU PRÊT

<b>INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROJET:</b>	FIDA
<b>EMPRUNTEUR:</b>	La République socialiste du Viet Nam
<b>ORGANISME D'EXÉCUTION:</b>	Ministère du plan et des investissements
<b>COÛT TOTAL DU PROJET:</b>	19,1 millions de USD
<b>MONTANT DU PRÊT DU FIDA:</b>	11,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 15,4 millions de USD)
<b>CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>COFINANCEUR:</b>	Secteur privé: 50 000 USD
<b>CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:</b>	2,3 millions de USD
<b>CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:</b>	1,4 million de USD
<b>INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:</b>	FIDA
<b>INSTITUTION COOPÉRANTE:</b>	Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU)

## NOTE DE PRÉSENTATION

**Le groupe cible et les causes de la pauvreté.** Le groupe cible est estimé à 64 000 ménages démunis répartis entre les 137 communes les plus pauvres de la province de Ha Tinh. Les principales difficultés dont font état les communautés sont le manque d'accès au crédit, une irrigation inadéquate, et le manque de connaissances et de compétences techniques qui leur permettraient d'accroître la productivité des petites exploitations agricoles, ou d'investir dans l'élevage ou dans des entreprises qui leur procureraient des sources supplémentaires de revenu. Les autres causes de la pauvreté sont les suivantes: infrastructures ne facilitant pas l'accès aux marchés; connaissance insuffisante des débouchés commerciaux; et exposition excessive aux risques, en particulier aux catastrophes naturelles - typhons, inondations et sécheresse.

**Activités du projet.** L'objectif du présent projet de développement, réparti sur six ans, est d'améliorer les revenus et les moyens d'existence des ménages ruraux les plus pauvres dans la province de Ha Tinh. Cet objectif sera atteint par les moyens suivants: a) mise en place d'un mécanisme de développement participatif; b) promotion et diversification des activités rémunératrices; c) remise en état des routes rurales et construction d'installations de commercialisation; et d) amélioration des processus de planification et de gestion dans chacune des institutions partenaires chargées de l'exécution.

Le principal outil de développement, à savoir les sessions annuelles de planification participative, à l'échelon des communes, permettra d'identifier les besoins des bénéficiaires et de répondre à ceux-ci dans le cadre du projet, en mettant en oeuvre des éléments novateurs caractérisés par la souplesse: un fonds communautaire de développement pour financer les petits projets d'infrastructure lancés et exécutés par les bénéficiaires; par ailleurs un fonds pour les initiatives de développement permettra d'appuyer l'expansion des activités probantes pilotées par la demande. Parallèlement, des activités rémunératrices, toujours pilotées par la demande, seront encouragées par des services de vulgarisation et d'assistance technique axés sur le marché; ainsi que par la création de fonds de crédit renouvelables à l'échelon des communes pour des prêts collectifs. Les interventions sur les infrastructures porteront sur ce qui suit: remise en état des principales routes rurales d'accès et des ponts; accès amélioré aux marchés locaux; et remise en état de petits périmètres irrigués. Un mécanisme approprié de coordination des politiques et des donateurs sera créé au sein du gouvernement de la province.

**Avantages pour le groupe cible.** Les principaux avantages directs seront les suivants: autosuffisance alimentaire accrue; augmentation des revenus des ménages; meilleure productivité des petites exploitations; meilleur accès des femmes aux techniques améliorées de production et au crédit; et protection de l'environnement forestier montagnard.

**Risques du projet.** Les principaux risques sont de ne pas parvenir à renforcer les capacités institutionnelles nécessaires à la mise en oeuvre du projet, ou de ne pas renforcer et préparer suffisamment le personnel de l'Union des femmes vietnamiennes pour le rôle déterminant qu'il aura à jouer dans la mise en oeuvre du mécanisme de crédit renouvelable, ou encore le désintérêt éventuel des services provinciaux vis-à-vis de l'approche participative.



**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA**  
**AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À**  
**LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIET NAM**  
**POUR**  
**LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DANS LA PROVINCE DE HA TINH**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République socialiste du Viet Nam d'un montant de 11,4 millions de DTS (équivalant approximativement à 15,4 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Projet de développement rural dans la province de Ha Tinh. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA  
STRATÉGIE DU FIDA<sup>1</sup>**

**A. L'économie et le secteur agricole**

1. Le Viet Nam s'étend sur quelque 1 650 km de la façade orientale de la péninsule indochinoise, et occupe une superficie totale de 325 000 km<sup>2</sup>. Le pays est en grande partie montagneux, et 21% seulement de la superficie terrestre sont cultivés. Administrativement, le pays se divise en 61 provinces. La population du Viet Nam, estimée à 76,5 millions (à la mi-1997), s'accroît en moyenne de 2,1% par an. Plus de 80% de la population est rurale, et l'espérance de vie y est de 63 ans pour les hommes et de 67 ans pour les femmes, tandis que la mortalité infantile est de 42 pour mille naissances vivantes. Plus de 90% des hommes et des femmes sont alphabétisés. Cet aperçu encourageant souffre néanmoins une exception, à savoir que les taux de malnutrition dépassent 40 pour cent chez les jeunes enfants et les femmes.

2. Le Viet Nam a obtenu des succès économiques remarquables au cours de la décennie passée. Les réformes macro-économiques et structurelles lancées à la fin des années 1980 ont stabilisé l'économie et dynamisé la croissance. Le taux d'accroissement du PIB réel s'est établi en moyenne entre 8 et 9% par an en 1996 et 1997. L'impact de la crise asiatique y a été moins fort qu'ailleurs, et la croissance du PIB a tout de même été de 6% en 1998. Malgré cela, le Viet Nam reste l'un des pays les plus pauvres au monde, avec un PIB par habitant d'environ 290 USD (1996), et les disparités de revenus entre les populations urbaines et rurales se creusent. Le revenu annuel moyen par habitant des ménages ruraux est d'environ 86 USD, soit moins de 30% de la moyenne nationale. De graves insuffisances persistent dans le processus de croissance, qui est de plus en plus capitalistique et urbain, tandis que les tendances du marché du travail indiquent que les structures de croissance actuelles ne créent pas suffisamment d'emplois dans les secteurs hautement productifs pour généraliser l'augmentation des revenus et la croissance de l'emploi.

3. Si la part de l'agriculture dans le PIB a baissé, de 41% en 1990 à 28% en 1995, l'activité agricole demeure l'un des fondements de l'économie, et occupe environ 80% de la population, tout en

---

<sup>1</sup> Pour de plus amples renseignements, voir l'appendice I.



généralisant près d'un tiers des exportations. Dans la période 1990-1996, le secteur agricole a connu une croissance annuelle moyenne de 4,4% sous l'effet des réformes. Les ménages ruraux tirent environ la moitié de leur revenu de leurs activités agricoles, mais les terres cultivables sont peu abondantes, et l'on ne compte qu'environ 0,1 ha de terre par personne, soit l'un des taux les plus faibles au monde. Quelque 85% de la superficie cultivée portent des cultures annuelles, le riz étant la production dominante. L'accroissement spectaculaire de la production a fait passer le Viet Nam d'une situation d'importateur net en 1988 au deuxième rang mondial des exportateurs de riz. Toutefois les politiques actuelles qui régulent les exportations de riz ont contribué à la baisse des prix, et donc des revenus ruraux. Jusqu'à une période récente, le secteur de l'élevage était négligé. Mais la demande de viande augmentant sous l'effet de l'accroissement démographique et de la hausse des revenus, la production animale s'est accrue, principalement dans les sous-secteurs de l'élevage porcin et de l'élevage de volaille. Mais la consommation de viande par habitant reste faible, et le potentiel des activités d'élevage est considérable.

### **B. Données d'expérience**

4. Au Viet Nam, les structures hiérarchiques descendantes et le manque de participation des pauvres aux programmes publics ont limité l'efficacité des initiatives de lutte contre la pauvreté, laissant sans solution les problèmes de désengagement et de désintérêt pour les efforts de développement, ce qui a eu pour effet le manque d'entretien des infrastructures matérielles. L'expérience du FIDA, au cours des cinq années passées, fait apparaître qu'il est avant tout besoin de développer des mécanismes concrets permettant de faire participer les groupes cibles aux processus décisionnel, de la planification jusqu'à l'évaluation, afin que les activités de projet soient authentiquement pilotées par les bénéficiaires visés.

5. La gestion du projet devrait être en mesure de répondre aux priorités des bénéficiaires de manière souple. Dans le passé, l'affectation préalable de toutes les dépenses de projet, au stade de la conception, a conduit les organes d'exécution à adopter une approche stéréotypée de l'exécution des projets. C'est ce qui s'est par exemple produit dans la mise en oeuvre d'un programme de crédit par le biais de la Banque vietnamienne pour l'agriculture et le développement rural, qui a acheminé le crédit vers un très petit nombre d'investissements. Il est par ailleurs nécessaire de planifier le calendrier des activités de projet de façon réaliste, afin de permettre à chacun des organes d'exécution de prendre le temps d'adopter une démarche pilotée par la demande, sans les presser de réaliser trop vite des objectifs ambitieux. Enfin, l'expérience de projets dans les provinces de Tuyen Quang et de Quang Binh a montré que le personnel national est capable d'acquérir des compétences de gestion de façon très rapide, avec un minimum d'apports extérieurs d'assistance technique.

### **C. Stratégie de collaboration du FIDA avec le Viet Nam**

#### **Politique nationale de lutte contre la pauvreté du Viet Nam**

6. La lutte contre la pauvreté est l'un des principaux objectifs de la politique gouvernementale depuis l'unification du pays, et l'un des principaux objectifs des réformes économiques lancées en décembre 1986. En 1992, le gouvernement a formulé une stratégie d'atténuation de la pauvreté fondée sur une croissance économique rapide et durable, sur la stabilité économique et l'équité nationale, et a donc lancé le Programme de lutte contre la faim et la pauvreté. Ce programme a donné lieu à plusieurs initiatives de réduction de la pauvreté, avec notamment la mise en valeur des

terres incultes, la prestation de crédit subventionné par le biais de la Banque vietnamienne pour les pauvres, et des soins de santé infantile, l'objectif fixé étant de réduire le taux de pauvreté, à l'échelle nationale, de 20 à 10% (en regard du seuil de pauvreté déterminé par le gouvernement) avant 2000.

### **Activités de lutte contre la pauvreté financées par d'autres donateurs importants dans la province de Ha Tinh**

7. Rares sont les activités menées par les donateurs qui soient axées exclusivement sur la province de Ha Tinh, bien que certains projets nationaux intéressent aussi cette région. Parmi ces activités, figure le projet de routes rurales financé par la Banque mondiale, qui sera reconduit avec des financements du Département du développement international (Royaume-Uni) pour une nouvelle période de trois ans, de 1999 à 2001. L'Agence danoise de développement international (DANIDA) finance actuellement des activités d'adduction d'eau et de développement des pêches, tandis que l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) prépare un projet de renforcement des capacités, qui devrait être approuvé en 2000, visant à introduire des approches participatives et déterminées par le marché de la planification et de la gestion dans les départements techniques des administrations provinciales. Le projet du FIDA ne fera pas double emploi avec ces activités, mais viendra les compléter.

8. Plusieurs ONG internationales sont actives dans la province de Ha Tinh. Oxfam (Royaume-Uni) et ActionAid Viet Nam (AAV) ont élaboré des approches participatives pour le développement de l'irrigation qui généreront un sentiment d'appropriation et de maîtrise des aménagements chez les intéressés, et les encourageront à constituer des associations d'irrigants responsables de la gestion de cette ressource. AAV, Oxfam Royaume-Uni et Oxfam Belgique, ainsi que le Save the Children Fund (Royaume-Uni), en coopération avec l'Union des femmes vietnamiennes (UFV), ont élaboré des mécanismes de microfinancement fondés sur de petits groupes d'épargne et de crédit. Oxfam Royaume-Uni a lancé un programme de rémunération en espèces du travail à l'intention des ménages les plus pauvres, et AAV a élaboré un système de fonds sociaux de district, auxquels les communautés peuvent recourir pour financer des microprojets, une partie des coûts étant prise en charge par les communautés elles-mêmes. Les éléments pertinents de chacune de ces initiatives ont été incorporés dans la conception du présent projet.

### **La stratégie du FIDA au Viet Nam**

9. La stratégie du FIDA au Viet Nam consiste à appuyer la dynamique gouvernementale de lutte contre la pauvreté, et les programmes mis en oeuvre pour améliorer les conditions de vie et les moyens d'existence des ruraux. L'aide du FIDA est en particulier dirigée vers les régions des plateaux du nord, du centre nord et du centre, qui sont les plus pauvres du pays, ainsi que vers les minorités ethniques, les agriculteurs de plateau, et les ménages ayant une femme à leur tête, qui ont été identifiés comme formant le groupe cible le plus vulnérable. La stratégie du FIDA est articulée selon trois axes: a) renforcer la sécurité alimentaire des ménages les plus pauvres, en particulier dans les zones d'agriculture pluviale; b) contribuer à la création d'emplois ruraux, et c) aider le pays à se doter de services financiers viables et durables à l'intention des ruraux pauvres. Compte tenu de la multiplicité des organismes donateurs et de la volonté du gouvernement de mener une politique et des programmes unifiés de développement rural, la stratégie du FIDA met l'accent sur la collaboration avec les autres donateurs pour utiliser au mieux les ressources complémentaires et parvenir à une approche conjointe de la pauvreté rurale.

### **Raison d'être du projet**

10. À la dernière réunion du groupe consultatif sur le Viet Nam, tenue à Paris en décembre 1998, le Gouvernement vietnamien a publiquement rendu hommage aux activités que soutient le FIDA



dans le pays, et notamment à la mise en place d'un processus décentralisé de mise en oeuvre des projets et de développement communautaire dans la province de Tuyen Quang, qui a renforcé l'impact de l'action de développement. Le FIDA et le gouvernement sont déjà convenus de mettre à profit l'expérience acquise par le Fonds dans le cadre de trois projets de développement local (PDL), actuellement en cours, et d'élaborer un modèle de développement local susceptible d'être reproduit par le gouvernement et/ou les donateurs dans d'autres provinces.

11. Si on le compare au PDL antérieur financé par le FIDA, le présent projet apporte des éléments novateurs de souplesse, analogues aux mécanismes du fonds de développement communautaire, du fonds pour les initiatives de développement, et aux mécanismes révisés de fonds de crédit renouvelable pilotés par la demande. Il fait aussi essentiellement appel aux ressources humaines nationales, plutôt qu'à une assistance technique internationale. Les compétences suffisantes sont désormais disponibles au Viet Nam pour assurer les concours voulus dans des domaines déterminants, comme les fonctions de gestion, la planification, la passation de marchés, la comptabilité, le suivi et l'évaluation, et les méthodes participatives de développement. Les institutions universitaires et les établissements de recherche locaux ont fait leurs preuves, et peuvent apporter leur concours à la conception et à la mise en oeuvre des projets. En outre une collaboration horizontale entre les trois projets en cours, dans le cadre d'une participation directe et de l'échange de personnel de projet, s'est révélée être financièrement rationnelle et a donné des résultats tangibles aux plans de la maîtrise exercée par les acteurs et des responsabilités qu'ils assument.

12. Riches de leur expérience récente, les autorités locales ont été invitées à jouer un rôle très actif dans la conception du projet, en désignant très tôt le directeur et les principaux cadres, tandis que les missions dépêchées par le FIDA ont joué un rôle d'intermédiation. Les activités de projet identifiées traduisent les priorités du groupe cible et sont techniquement réalisables, financièrement viables, et pourront être mises en oeuvre sans délai aussi bien par les bénéficiaires que par les services compétents à l'échelon de la province et des districts.

## **DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET**

### **A. Zone du projet et groupe cible**

13. La province de Ha Tinh, subdivisée en huit districts ruraux, deux villes et 262 communes couvre 605 574 ha, soit environ 1,8% de la superficie totale du Viet Nam. Sa population (1,3 million d'habitants, avec un taux d'accroissement annuel de 1,58%) appartient dans son immense majorité (99,9%) à l'ethnie Kinh, et les ménages comptent en moyenne 4,6 membres.

14. Le groupe cible du projet comprend les ménages pauvres ou très pauvres des zones rurales de la province. Les principales difficultés dont font état les communautés concernent l'accès difficile au crédit, l'insuffisance de l'irrigation et un manque de connaissances et de compétences qui les empêche d'accroître la productivité de leurs maigres exploitations ou d'investir dans l'élevage ou dans des entreprises qui leur apporteraient des revenus supplémentaires. Il existe d'autres causes à la pauvreté: l'inadéquation des infrastructures d'accès aux marchés; une connaissance insuffisante des créneaux commerciaux, et une exposition excessive aux risques, en particulier aux catastrophes naturelles telles que typhons, inondations et sécheresses.

15. Les activités du projet seront limitées aux huit districts de la province, où seront exécutées dans les 48 communes les plus pauvres la composante infrastructure (irrigation, routes rurales et commercialisation) et les micro-projets du fonds de développement communautaire. Les communes définies comme étant pauvres sont celles où plus de 40% des ménages sont classés parmi les pauvres et où l'infrastructure de base fait défaut. Sur les 246 communes rurales de la province, 137 bénéficieront du crédit et des activités connexes de formation et de vulgarisation.

## **Le rôle des femmes**

16. Les femmes jouent un rôle important dans l'économie du ménage et du village. Elles couvrent plus de 60% des besoins de main-d'œuvre agricole et sont en grande partie chargées des travaux de riziculture, en dehors de la préparation du sol, de l'application d'engrais et de la protection phytosanitaire. Ce sont essentiellement les femmes ou les jeunes enfants qui gardent les animaux de ferme, petits ou gros, tels que poulets, caprins, bovins et buffles. De plus, les femmes travaillent dans de petits commerces familiaux ou vendent les produits de leur jardin dans les villages voisins. Les femmes pauvres ou très pauvres travaillent occasionnellement hors de leur ferme (contre une rémunération en numéraire ou en nature), et pendant les périodes de pénurie alimentaire, elles ramassent du bois dans les forêts.

## **B. Objectifs du projet<sup>2</sup>**

17. Le projet a pour objectif général d'améliorer le revenu et le niveau de vie des ménages ruraux pauvres et de favoriser leur participation au processus de développement. Il vise à obtenir les résultats suivants: a) mise en place d'un mécanisme participatif de développement; b) promotion et diversification des activités rémunératrices; c) réfection de routes rurales et construction d'installations pour la commercialisation des produits; d) amélioration des processus de planification et de gestion par chaque organisme d'exécution. Une caractéristique essentielle du projet concerne la participation des bénéficiaires qui choisissent les activités à entreprendre, prennent directement en charge l'entretien, et assurent un retour suivi d'informations permettant de rectifier et d'améliorer le projet.

## **C. Composantes**

18. Le projet comprendra quatre composantes: a) développement participatif; b) formation de revenu et diversification; c) routes et ponts ruraux; d) gestion du projet.

### **Développement participatif**

19. Cette composante favorisera un processus participatif dans le cadre duquel: a) le rôle que peuvent jouer les clients du projet en influençant sa conception et son exécution est porté au maximum; b) la direction du projet et les services techniques sont plus sensibles et plus réceptifs aux besoins de leurs clients. Afin de mettre en place le cadre nécessaire à la définition des priorités des ménages du groupe cible, on entreprendra une activité de planification participative communautaire, qui comprendra les étapes suivantes: a) diagnostics participatifs, centrés sur l'évaluation générale des besoins de la commune; b) sélection des créneaux de développement les plus prometteurs à l'échelon des ménages et des communautés; c) préparation du programme de travail et budget annuel (PTBA).

20. Douze animateurs communautaires seront chargés pour aider les communes à mener à bien la planification participative, ainsi qu'à préparer et à exécuter leurs micro-projets financés par le fonds de développement communautaire. Ils prêteront également leur concours pour la constitution d'associations d'irrigants dans des communes bénéficiant d'investissements en faveur de l'irrigation. Ils recevront une formation et un appui technique assurés par une ONG établie au Viet Nam et, avec l'aide de cette organisation, ils encourageront le suivi participatif des activités du projet par les communautés.

21. **Fonds de développement communautaire.** Pour mieux faire face dans le cadre du projet aux besoins exprimés par les communautés et pour renforcer leur participation à la prise de décisions et à l'exécution, des ressources seront allouées à un fonds de développement communautaire. Elles permettront aux diverses communautés de mettre en œuvre un ou plusieurs petits projets de

---

<sup>2</sup> Pour de plus amples renseignements, voir le cadre logique à l'annexe III.



développement de l'infrastructure, parmi ceux définis pendant la planification communautaire. Le principal critère à remplir pour bénéficier des ressources du fonds est lié à la prise en charge par la communauté de l'entretien de l'installation ou du bien qui doit être remis en état ou construit. Les autres critères de sélection sont les suivants: a) le projet proposé profitera à un fort pourcentage de ménages pauvres de la commune; b) la communauté prendra à sa charge 15% au minimum du coût total du projet, en apportant principalement de la main-d'œuvre non qualifiée et des matériaux locaux; c) tout travail rémunéré supplémentaire (espèces-contre-travail) sera réservé en premier lieu aux ménages les plus pauvres; d) le financement d'infrastructures sociales (dont la rénovation de salles de classe ou de dispensaires) sera accordé si la prise en charge des frais de fonctionnement en dehors du projet est garantie; e) la communauté préparera le plan de faisabilité préliminaire; f) le financement au titre du projet s'élèvera en moyenne à 500 millions de VND (40 000 USD) par commune, jusqu'à un maximum de 1 milliard de VND. L'accès au fonds sera réservé aux 48 communes considérées comme les plus pauvres.

### **Formation de revenu et diversification**

22. **Petite irrigation.** Le projet appuiera la rénovation de petits périmètres d'irrigation exploités par les communautés, d'une superficie inférieure à 150 ha (superficie desservie après le projet). La construction de nouveaux périmètres sera financée uniquement sous réserve d'approbation par le FIDA. L'appui apporté dans ce domaine consistera principalement à prendre des mesures visant à augmenter les volumes d'eau retenue en améliorant les réservoirs/barrages de retenue ou les barrages de dérivation/déversoirs, ainsi que des mesures visant à accroître la distribution d'eau dans le périmètre desservi en améliorant les ouvrages de prise d'eau, les canaux d'adduction et les vannes d'écoulement, et les canaux de drainage. Les travaux additionnels au niveau des exploitations seront prévus dans la conception et effectués par les agriculteurs sans apport de fonds au titre du projet. Ces améliorations, apportées sur une superficie estimative de 2 800 ha, seront financées sur l'allocation initiale de fonds.

23. **Appui à la production agricole et animale.** Les principaux créneaux de développement sont les suivants: a) intensification des cultures de base (riz, arachide, patate douce) grâce à l'irrigation, à l'utilisation accrue d'intrants et à des pratiques culturales améliorées, qu'il s'agisse de cultures irriguées ou non; b) intensification et diversification de la culture des arbres fruitiers dans les jardins familiaux; c) diversification de la production de légumes; d) adoption des pratiques de l'agroforesterie dans les jardins familiaux, avec en particulier l'utilisation d'arbres à plusieurs usages (bois de feu/fourrage) pour les clôtures; e) développement et amélioration de l'élevage de petit bétail et de la pisciculture en étang; f) promotion de la foresterie communautaire dans les zones tampons des forêts de montagne dont l'écologie est menacée.

24. Pour appuyer ces activités, le projet s'attachera entre autres à: a) renforcer les services de vulgarisation et les centres de recherche; b) instaurer des stages pratiques pour agriculteurs en matière de vulgarisation et de recherche participative en exploitation; c) moderniser la station provinciale de production de semences de riz, qui sera rebaptisée station de recherche agronomique provinciale et mettra au point des semences non seulement de riz, mais d'une grande variété de légumes; d) renforcer la station provinciale de production d'arbres fruitiers; e) créer une station spécialisée dans la semence de porc; f) mettre en place des activités de foresterie sociale; g) apporter un appui institutionnel aux Services de l'agriculture et du développement rural et au Service de la science et de la technologie; enfin, h) appuyer un vaste programme de formation à l'intention du personnel et des agriculteurs, étayé d'une assistance technique nationale. Par ailleurs, le projet encouragera la production d'intrants agricoles (matériel végétal, semences améliorées et animaux reproducteurs) par les paysans, en octroyant des crédits aux éleveurs et aux agriculteurs agréés, et il financera un programme de recherche en exploitation.



25. **Appui concernant la santé animale.** On financera au titre du projet la création de trois nouvelles stations vétérinaires de district à Thach Ha, Huong Son et Can Loc, ainsi que les améliorations apportées au centre provincial de diagnostic et de prévention. S'agissant de ce deuxième volet, du matériel de transport, de laboratoire et de communications sera fourni, et une formation en matière d'épidémiologie, de lutte contre les maladies et de gestion des laboratoires, ainsi qu'une assistance technique nationale dans ces mêmes domaines seront assurées. Des agents vétérinaires privés pourront bénéficier de crédit pour financer leur matériel de base (thermos, seringues et bicyclettes), et pour augmenter leurs stocks de médicaments. Étant donné que l'intérêt suscité par l'aviculture restera limité tant que les maladies ne seront pas maîtrisées, le projet formera deux femmes agents d'élevage avicole par commune pour vacciner les volailles principalement contre la peste aviaire. Elles seront choisies parmi les ménages très pauvres et recevront en dotation une bicyclette, un équipement de base initial et un stock de vaccins. Par la suite, elles exerceront leur activité selon des modalités commerciales, en percevant des honoraires pour la vaccination afin de couvrir leurs frais.

26. **Services financiers.** Au titre du projet, on encouragera la formation de capital à l'échelon local et on créera un mécanisme viable et transposable pour les activités de crédit au niveau des communes, en s'inspirant des données d'expérience tirées des dispositifs actuels de crédit des ONG dans trois districts de la province. L'Union des femmes vietnamiennes établira et appuiera des groupements villageois d'épargne et de crédit, comptant chacun 10 à 15 membres ainsi qu'un fonds de crédit renouvelable à l'échelon de la commune. Une fois terminée la période d'essai de quatre mois, pendant laquelle une épargne mensuelle régulière devra être formée, les villageois pourront prétendre à un prêt au titre du projet, proportionnellement au montant de leur épargne. Former une épargne mensuelle régulière demeurera une condition nécessaire pour obtenir du crédit. Les prêts seront octroyés aux groupements villageois d'épargne et de crédit remplissant les conditions requises par l'intermédiaire des fonds de crédit renouvelable, administrés à l'échelon de la commune par les unités de gestion du fonds de crédit renouvelable qui procéderont également aux décaissements. Chacun de ces fonds sera constitué de l'épargne des groupements villageois et du principal et des recettes nettes des prêts rétrocédés par la Banque vietnamienne pour l'agriculture et le développement rural (BVADR). Les groupements villageois pourront solliciter un prêt global et être libres d'octroyer du crédit à un de leurs membres pour tout usage qu'ils auront approuvé. Le prêt global sera cependant garanti par le groupement.

27. **Marchés ruraux.** Avec la libéralisation des marchés et la privatisation du commerce, les marchés ruraux ont progressivement repris le rôle de centre d'échange de marchandises, joué auparavant par les magasins d'État. Sur certains marchés ruraux, l'activité a atteint un niveau tel que les installations ne permettent plus de faire face au volume d'échanges accru, surtout sur les marchés desservant un certain nombre de communes. Le projet allouera des fonds pour moderniser un nombre limité de marchés ruraux, en particulier dans les zones isolées. Il est prévu que les communes financent entièrement l'exploitation et l'entretien des marchés grâce aux redevances versées par les usagers. Moderniser un marché type revient environ à 500 millions de VND (approximativement 40 000 USD).

28. **Démonstrations relatives à l'énergie solaire.** Avec le concours d'une société commerciale qui fabrique des panneaux solaires et qui en mettra à disposition gracieusement, le projet créera à titre expérimental un certain nombre d'unités de démonstration concernant les diverses applications de l'énergie solaire pour des usages domestiques, commerciaux et sociaux, dans un village de Ky Anh. Les démonstrations porteront sur une unité familiale, une salle communautaire et un centre de santé. Le projet allouera des fonds pour donner des orientations à la communauté, former deux techniciens locaux qui entretiendront les unités, et former le personnel du Service de la science et de la technologie. Ce service sera chargé de promouvoir le programme, de mettre à l'essai d'autres

formes d'énergie renouvelable et de gérer un programme de crédit au cours de la phase qui suivra la démonstration.

### **Routes et ponts ruraux**

29. Le projet appuiera la réfection d'environ 90 km de routes intercommunales, y compris 25 ponts et autres structures de drainage connexes, ainsi que la réparation ou le remplacement de 7 ponts supplémentaires situés sur d'autres routes en des points critiques, afin de rétablir les communications et les liaisons avec les marchés. On fera des pistes de terre étroites actuelles des routes carrossables de 3,5 m de largeur à revêtement de gravier. Dans les zones sujettes aux inondations, elles seront surélevées, la hauteur du remblai allant de 50 cm à 1 mètre. Aucune nouvelle route ne sera construite. Elles suivront toutes les alignements existants, dont l'état de dégradation est variable, et il n'y aura donc pratiquement pas d'effet préjudiciable sur l'environnement. Dans toute la mesure du possible, des méthodes à forte intensité de main-d'œuvre seront appliquées pour les activités de réfection de manière à créer des emplois pour les ménages pauvres.

### **Gestion du projet**

30. Les fonds alloués au titre du projet couvriront la dotation en capital et les frais de fonctionnement essentiels de l'unité de coordination (UCP), notamment les salaires du personnel additionnel, les primes de rendement et les indemnités de voyage pour les cadres de l'unité de coordination, des unités de coordination de district et des organismes d'exécution, la construction des locaux des bureaux, les véhicules et le matériel de bureau, les dépenses administratives, la formation du personnel du projet à la gestion et à l'informatique, et la mise en place de systèmes de suivi. L'UCP bénéficiera en matière de gestion d'une assistance technique consultative, nationale et de courte durée, qui couvrira les domaines de la gestion générale du projet, des systèmes et des procédures comptables, de la préparation des PTBA, de la passation des marchés, du suivi et évaluation, et de l'évaluation des besoins de formation. En outre, au titre du mécanisme spécial d'intervention (MSI), un agent de liaison expérimenté et un spécialiste du crédit offriront leurs services pour aider la province à lancer le projet et à mettre en place les activités de planification, de gestion et de crédit nécessaires.

31. **Fonds pour les initiatives de développement.** Des ressources équivalant à 18% des coûts de base totaux du projet seront placées sur un fonds pour les initiatives de développement. Dans le cadre du projet, ce fonds permettra d'étoffer les activités sélectionnées. Les décisions concernant l'allocation des ressources du fonds seront prises pendant le séjour de la mission chargée du bilan à mi-parcours<sup>3</sup>, compte tenu: a) des résultats obtenus par chaque composante du projet; b) de son incidence sur la pauvreté et de l'amélioration du bien-être des bénéficiaires; c) des conclusions du processus d'évaluation participative.

## **D. Coûts et financement**

32. Sur six ans, le coût total du projet, y compris les provisions pour aléas, les droits et les taxes, est estimé à 285 milliards de VND (19,1 millions de USD), dont 14% en devises. Pour convertir en USD les coûts locaux exprimés en VND, on a appliqué le principe de la parité constante du pouvoir d'achat.<sup>4</sup> Les droits et les taxes représentent environ 1% des coûts du projet. Les coûts des investissements atteignent quelque 85% du coût total. S'agissant des composantes, le développement participatif représente 12% des coûts de base, l'appui aux activités de formation de revenu et de

---

<sup>3</sup> Un bilan à mi-parcours sera effectué conjointement par le FIDA et par les autorités nationales et provinciales vers la fin de la troisième année du projet.

<sup>4</sup> Ce principe suppose que la dévaluation du VND correspondra à l'écart entre les taux d'inflation international et local projetés. Pour cette raison, en utilisant les taux de change en vigueur, les valeurs en USD et en VND ne sont pas égales.



diversification 49%, les routes et ponts ruraux 15%, la gestion du projet 7% et le fonds pour les initiatives de développement 18%. Les coûts d'ensemble du projet sont récapitulés au tableau 1.

33. Le prêt du FIDA, d'un montant de 15,4 millions de USD, permettra de financer 80,7% du coût total du projet, y compris les provisions pour aléas. Le gouvernement apportera 2,3 millions de USD (34,7 milliards de VND) soit 11,9%, et les clients du projet 1,4 million de USD (21,5 milliards de VND) soit 7,4%, essentiellement sous forme de main-d'œuvre. Le financement assuré par le secteur privé sous forme de dons est estimé à 50 000 USD. Le plan de financement proposé figure au tableau 2. Le FIDA accordera au titre du mécanisme spécial d'intervention un don de 100 000 USD, qui n'est pas compris dans les coûts du projet, afin d'appuyer les activités de démarrage. Un financement rétroactif de 190 000 USD sera approuvé pour couvrir les dépenses autorisées encourues après le 28 février 1999, afférentes à la formation du personnel, la construction de bureaux, l'achat de matériel de bureau de base, et les études concernant les routes à remettre en état au cours de la première année.

**TABLEAU 1 - RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET<sup>a</sup>**  
(en USD)

Composantes	Monnaie Locale	Devises	Total	% en Devises	% des coûts de base
A. Développement participatif	1 823 494	191 625	2 015 119	10	12
B. Formation de revenu et diversification	6 898 282	1 212 475	8 110 575	15	49
C. Routes et ponts ruraux	2 224 743	239 523	2 464 266	10	15
D. Gestion du projet	3 443 050	664 130	4 107 180	16	25
<b>Coûts de base totaux</b>	<b>14 389 569</b>	<b>2 307 753</b>	<b>16 697 322</b>	<b>14</b>	<b>100</b>
Provision pour aléas d'exécution	538 623	65 893	604 516	11	4
Provision pour aléas financiers	1 629 687	199 282	1 828 969	11	11
<b>Coûts total du projet</b>	<b>16 557 879</b>	<b>2 572 928</b>	<b>19 130 807</b>	<b>13</b>	<b>115</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

**TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT<sup>a/b/</sup>**  
(en USD)

Composantes	FIDA		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et Taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
A. Développement participatif	1 874 259	83,2	57 196	2,5	321 442	14,3	2 252 897	11,8	210 420	2 036 628	5 849
B. Formation de revenu et diversification	7 440 762	80,1	1 110 698	12,0	739 823	8,0	9 291 283	48,6	1 342 085	7 821 633	127 565
C. Routes et ponts ruraux	2 016 250	69,4	532 509	18,3	354 535	12,2	2 903 294	15,2	278 168	2 590 637	34 489
D. Gestion du projet	4 101 550	87,6	581 783	12,4	-	-	4 683 333	24,5	742 255	3 905 244	35 834
<b>Total des décaissements</b>	<b>15 432 821</b>	<b>80,7</b>	<b>2 282 185</b>	<b>11,9</b>	<b>1 415 800</b>	<b>7,4</b>	<b>19 130 807</b>	<b>100,0</b>	<b>2 572 928</b>	<b>16 354 141</b>	<b>203 738</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

<sup>b</sup> Le montant apporté par le FIDA comprend la contribution du secteur privé concernant le matériel pour les démonstrations d'énergie solaire évalué à 50 000 USD;.



### **E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes**

34. **Passation des marchés.** Les procédures de passation des marchés utilisées pour les projets financés actuellement par le FIDA sont satisfaisantes et elles seront appliquées dans la province de Ha Tinh. Les achats de biens et services financés sur le prêt se feront conformément aux procédures du FIDA en matière de passation des marchés, qui sont présentées en détail dans les Directives concernant la passation des marchés. La méthode à appliquer dans chaque cas particulier dépendra de la nature de la dépense à effectuer et de la valeur estimative du contrat. Quatre méthodes de base seront appliquées pour la passation des marchés: a) tout contrat concernant la fourniture de véhicules, d'équipement et de matériel, dont le coût estimatif dépasse l'équivalent de 100 000 USD, sera attribué après appel d'offres international; b) tout contrat concernant la fourniture de véhicules, d'équipement et de matériel, la formation ou les études spécialisées, et l'assistance technique locale dont le coût estimatif est compris entre l'équivalent de 10 000 USD et 100 000 USD, ainsi que tout contrat relatif à des travaux de génie civil dont le montant dépasse l'équivalent de 20 000 USD, seront attribués après appel d'offres local; c) pour tout contrat concernant la fourniture de véhicules, d'équipement et de matériel, et les frais de fonctionnement des bureaux dont le coût ne devrait pas dépasser l'équivalent de 10 000 USD, ainsi que pour tout contrat relatif à des travaux de génie civil estimé à moins de 20 000 USD, on appliquera la procédure d'achat sur le marché local. Tout contrat concernant une formation ou des études spécialisées et l'assistance technique locale sera attribué d'entente avec les conseillers nationaux: pour tout contrat dont le coût estimatif dépasse l'équivalent de 10 000 USD, on appliquera la procédure d'achat sur le marché local. L'attribution de tout contrat dont le coût estimatif est supérieur à l'équivalent de 50 000 USD sera subordonnée à un *examen préalable* par l'institution coopérante.

35. **Décaissements.** Les fonds du prêt du FIDA seront décaissés sur six ans. Un compte spécial sera ouvert par le gouvernement auprès de la Banque d'État du Viet Nam pour la prise en charge de la part des dépenses autorisées du FIDA, sur lequel sera déposé une allocation de 1 000 000 USD. Il sera géré par le Ministère des finances. Le tirage des fonds du compte spécial pour les activités du projet se fera chaque trimestre, à l'avance, en fonction des dépenses inscrites dans le PTBA approuvé. Le Ministère des finances transférera également chaque trimestre, à l'avance, sa part des dépenses du projet inscrites au budget directement sur le compte du projet dans la province de Ha Tinh.

36. Les retraits sur le compte du prêt pour des paiements au titre de contrats d'un montant inférieur à l'équivalent de 20 000 USD se feront sur présentation de relevés de dépenses certifiés, et les documents correspondants seront conservés en vue des inspections périodiques menées à l'occasion des missions de supervision et de la vérification annuelle des comptes. Les retraits effectués sur le compte du prêt pour toutes les autres dépenses seront entièrement étayés par des documents. L'UCP sera chargée de la préparation des demandes de remboursement qui seront transmises d'abord au Ministère des finances, puis à l'institution coopérante.

37. **Comptabilité et vérification des comptes.** Toute une série de comptes seront tenus par l'UCP, conformément aux prescriptions du Ministère des finances et du FIDA. Les pièces comptables seront préparées chaque semestre par l'équipe du projet et présentées au FIDA pour examen. Le Ministère fera en sorte que les pièces, les comptes et les états financiers du projet relatifs à chaque année budgétaire soient vérifiés, conformément à des normes appropriées de vérification des comptes, par des vérificateurs indépendants ayant l'agrément du FIDA et recrutés par appel d'offres local. L'unité de coordination/comité directeur présentera au FIDA des copies certifiées des états financiers du projet pour l'année en question, ainsi que les rapports du vérificateur des comptes, dans les six mois suivant la fin de chaque année.

## F. Organisation et gestion

38. Le Comité populaire provincial sera responsable des orientations, de la direction et de l'examen du projet. Il invitera trois conseillers choisis parmi les praticiens renommés du pays en matière de développement à assister aux réunions du comité directeur du projet et à assurer une information en retour indépendante sur la mise en œuvre du projet, et notamment sur l'exécution de ses programmes de formation et de renforcement des capacités, ainsi que sur les éléments relatifs aux méthodes participatives et au ciblage. Les membres du groupe auront le droit de faire des investigations sur n'importe quel aspect de l'exécution du projet, ainsi que d'assister aux réunions du comité directeur et de rendre compte de ces observations.

39. L'UCP, dirigée par le directeur de projet, sera responsable de la conduite des affaires courantes. Elle servira également de secrétariat au comité directeur. Avant la formulation, le Comité populaire provincial a nommé le vicedirecteur du DPI directeur de projet, lui permettant ainsi de participer à plein temps à la conception. La plupart des postes seront occupés par du personnel permanent des services techniques à l'échelon provincial détaché pour toute la durée du projet. Exception faite des services financiers, réalisés par un conseil du développement du microcrédit nouvellement établi en collaboration avec la BVADR et l'Union des femmes vietnamiennes, les composantes du projet seront exécutées par les services techniques provinciaux, à savoir: a) le Service de l'agriculture et du développement rural; b) le Service des pêches; c) l'Agence des services de transport; d) le Service de la science et de la technologie; e) l'Union des femmes vietnamiennes. Pour des raisons administratives, l'unité administrative du conseil du développement du micro-crédit, dont le directeur de projet sera de droit le président, sera établie auprès de l'unité de coordination.

40. Des UCP de district seront créées dans chacun des huit districts du projet et dirigées par le président/vice-président du Comité populaire de district, les responsabilités sur le plan opérationnel étant déléguées à un directeur adjoint. Ces unités seront chargées de la coordination des activités du projet à l'échelon du district et de l'interaction avec le Comité populaire de district. Elles joueront également un rôle de planification en évaluant et en classant par ordre de priorité les demandes émanant des communes concernant des initiatives de développement.

41. À l'échelon de la commune, la responsabilité de la coordination et du suivi des activités du projet incombera au Comité populaire de la commune, qui sera chargé de: a) coordonner l'évaluation rurale participative et les activités de planification communautaires; b) mobiliser les ressources de la commune nécessaires à l'exécution des activités approuvées; c) préparer des rapports de contrôle de l'avancement et de la qualité des activités exécutées dans la commune, qui seront présentés à l'UCP; d) diffuser des informations sur les activités du projet dans tous les villages de la commune. Les priorités de développement à l'intérieur de la commune seront définies en collaboration avec de nombreux représentants des villages, au cours de la planification participative.

42. **Suivi et évaluation participatifs.** Une caractéristique importante du processus participatif concernera la transmission régulière par les bénéficiaires d'informations en retour sur l'efficacité des activités du projet qui les intéressent directement. Cette approche exige que chaque communauté définisse des indicateurs spécifiques afin de mieux rendre compte des attentes des intéressés, à partir du moment où ils formulent un plan de faisabilité jusqu'à sa réalisation. Les informations recueillies seront intégrées à l'examen annuel et permettront de rectifier ou de réviser le processus d'exécution et, si nécessaire, de demander une réaffectation des fonds dans le cadre d'une composante ou entre composantes. Ce processus, lancé par les facilitateurs, se poursuivra par l'intermédiaire du Comité populaire de la commune. L'UCP élaborera les formulaires de rapport prescrits, qui seront remplis par le Comité populaire et présentés tous les six mois à l'UCP. Cette dernière analysera les données et préparera un rapport analytique qui sera présenté à l'UCP.



43. Les agriculteurs, ainsi que des membres de l'Union des femmes vietnamiennes et l'association des paysans, auront la possibilité de vérifier l'efficacité du projet. Une fois par an au moins, des agriculteurs et des agricultrices, venant des villages menant un grand nombre d'activités au titre du projet rencontreront des représentantes de l'Union des femmes vietnamiennes, l'UCP et des techniciens, afin de passer en revue l'état d'avancement de chaque composante. Les échanges d'informations seront centrés sur: les difficultés et les obstacles rencontrés pour gérer et utiliser les ressources; le degré de réceptivité du personnel du projet; l'utilité des messages techniques des agents de vulgarisation; les solutions trouvées pour surmonter les problèmes; les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs matériels et financiers; les problèmes à régler qui n'ont pas été suffisamment abordés par les activités du projet.

### G. Justification économique

44. **Bénéficiaires et avantages.** Le projet desservira au total 137 communes sur les 246 appartenant aux huit districts ruraux de la province de Ha Tinh. Ces 137 communes comptent 139 000 ménages (soit 52% du nombre total de ménages), dont 64 000 environ sont pauvres et représentent quelque 68% de l'ensemble des ménages pauvres des huit districts. Les activités de crédit et de vulgarisation seront assurées dans les 137 communes, tandis que les activités liées à l'infrastructure et au fonds de développement des communautés seront limitées à un sous-groupe de 48 communes parmi les plus pauvres.

45. Étant donné que les principales activités seront induites par la demande, il n'est pas possible de prévoir précisément le nombre de ménages qui bénéficieront du projet. Une estimation a été faite sur la base de l'allocation budgétaire initiale, en partant du principe qu'elle sera augmentée d'une allocation supplémentaire provenant du fonds pour les initiatives de développement. Selon ce calcul, 60 000 ménages environ bénéficieraient des activités de formation et de vulgarisation, 23 000 ménages de la remise en état des périmètres d'irrigation, 48 000 ménages de la réfection des routes rurales (y compris les bénéficiaires indirects ne participant pas au projet mais résidant dans la commune) et 48 000 ménages des projets menés au titre du fonds pour le développement des communautés. Au stade de plein effet, on estime que 4 100 groupements villageois d'épargne et de crédit, comptant 50 000 membres, géreront un portefeuille de prêts d'un montant total d'environ 36 milliards de VND dans 137 communes. Il faut également noter que le nombre total de ménages bénéficiaires ne correspond pas à la somme des bénéficiaires des diverses catégories, car la plupart d'entre eux tirent profit de plusieurs activités: à titre d'exemple, un ménage recevant un prêt peut aussi bénéficier de l'amélioration de l'irrigation. Les principaux avantages économiques du projet sont liés au surcroît de valeur des produits agricoles, animaux et autres, obtenu grâce à l'association de techniques améliorées encouragée par le projet et appuyée par du crédit.

46. **Impact sur les femmes.** Du fait de la présence de l'Union des femmes vietnamiennes dans tous les organes de décision, le projet mettra systématiquement l'accent sur les besoins des femmes, et devrait avoir pour elles un effet bénéfique notable. Pour que leur accès aux techniques de production et au crédit ne soit plus limité comme à présent, il est prévu de les faire participer aux activités essentielles de formation des agriculteurs, de les sélectionner et de les former pour qu'elles assurent l'encadrement des démonstrations sur le terrain, et d'améliorer leur accès au crédit et aux fonds d'investissement. Le fait que toutes les activités de crédit passent par l'Union des femmes vietnamiennes mettra en relief le rôle joué par les femmes dans la gestion des activités économiques menées au titre du projet. Dans l'ensemble, la condition de la femme dans les ménages ciblés sera considérablement améliorée en raison du revenu non négligeable qu'elle apportera au ménage. Le contrôle que les femmes exerceront sur ce revenu garantira que ces avantages se traduisent par une amélioration de la nutrition, des soins de santé et de l'éducation des enfants. L'accès des femmes à l'information relative aux questions de santé et de bien-être de la famille sera élargi par le biais de programmes auxiliaires conduits par les groupements d'épargne et de crédit. Les femmes et les



enfants tireront également d'importants avantages des réalisations en matière d'infrastructure, financées par le fonds de développement communautaire, qui permettront un accès plus facile et plus sûr aux marchés, aux dispensaires, aux écoles et aux installations d'approvisionnement en eau.

47. **Sécurité alimentaire et nutrition des ménages.** D'après les modèles concernant les ménages, les interventions du projet permettront d'améliorer notablement la sécurité alimentaire. L'autosuffisance alimentaire passera de 80 à 100% grâce au développement de l'irrigation et à l'amélioration des cultures pratiquées dans des zones de riziculture mixte, irriguée et pluviale. Les ménages n'ayant pas accès à l'irrigation connaîtront toujours des pénuries alimentaires en raison de la très petite taille de leurs exploitations, mais les entreprises d'élevage nouvellement créées dégageront des revenus monétaires suffisants pour couvrir le déficit vivrier.

48. **Analyse économique.** Pour l'ensemble du projet, le taux de rentabilité économique sur 20 ans est estimé à 25% (sans compter le coût des routes et des marchés ruraux) et à 17% (en comptant le coût de ces équipements). Ces résultats sont dus principalement à l'amélioration des cultures (45%), suivie de l'élevage (33%). D'après les résultats de l'analyse de sensibilité, le projet est très sensible à une réduction du volume des prêts, c'est-à-dire de l'utilisation des fonds affectés au crédit. Sinon, d'après l'analyse des fluctuations défavorables des coûts et des avantages, le taux de rentabilité économique reste supérieur à 12%, ce qui démontre la solidité inhérente du projet.

## H. Risques

49. **Renforcement des capacités institutionnelles.** Le renforcement des capacités de la direction du projet et du personnel des organismes d'exécution est essentiel au succès de toutes les composantes. Si une importance suffisante n'est pas accordée à la formation, on court le risque que le projet n'obtienne pas les résultats prévus. On insiste donc au stade de la conception sur la nécessité d'assurer la formation complète du personnel, et sur la mise en place des processus de gestion nécessaires au succès de l'exécution.

50. **Fonds de développement communautaire.** Du fait de la flexibilité de ce dispositif, il pourrait être fait mauvais usage des fonds. On a prévu dans la conception du projet des mécanismes de vérification par recoupement qui permettront de surveiller rigoureusement la bonne application des critères d'admissibilité et l'utilisation des fonds.

51. **Capacité institutionnelle de l'Union des femmes vietnamiennes.** L'Union compte assurément de nombreux membres enthousiastes et déterminés, mais elle aura besoin de compétences supplémentaires en matière d'organisation et de gestion pour augmenter sensiblement l'échelle de ses activités au titre du projet. Si l'accent n'est pas suffisamment mis sur le renforcement de ses capacités, il existe un risque sérieux lié à l'impossibilité pour les systèmes d'octroi de crédit de répondre aux besoins du projet. On en a tenu compte au moment de la conception, et une très large place a été faite à la formation du personnel, à l'assistance technique et à la mise en place de procédures appropriées de gestion et de suivi du crédit. En outre, des dispositions sont prises en vue de la collaboration avec les ONG, à la fois pour tirer parti de leur expérience en matière de microfinancement dans la province et pour minimiser les problèmes potentiels que pourraient poser les différentes procédures opérationnelles.

52. **Rôle des communautés et du développement participatif.** La conception du projet exige que les activités émanent des communautés et soient induites par elles, ce qui suppose la remise en question des approches descendantes du développement et nécessite un réel changement d'attitude chez les personnels clés du gouvernement provincial et des organismes d'exécution. Il faudra nécessairement beaucoup de temps pour y parvenir. Des procédures visant à assurer que les priorités



des communautés cibles sont bien à la base du processus de planification des activités du projet ont été définies au moment de la conception.

### **I. Impact sur l'environnement**

53. En raison de la fragilité de la zone du projet sur le plan écologique et du manque d'informations qui permettraient de quantifier les impacts potentiels, directs et induits, sur les zones protégées et sur les forêts de montagne, un bilan écologique initial a été effectué pendant la formulation du projet. A la suite de quoi, les éléments suivants ont été inclus dans la conception: des activités de foresterie communautaire seront financées dans les secteurs tampons des zones protégées afin de réduire la dépendance à l'égard de l'extraction illégale de produits forestiers; la formation et le renforcement des capacités du Service de la science et de la technologie facilitera la mise en œuvre d'un audit d'environnement et d'un processus de suivi pendant l'exécution; enfin, la formation d'agents de vulgarisation et d'agriculteurs jouant des rôles clés garantira de meilleures pratiques dans l'application, l'emmagasinage et l'évacuation des intrants agricoles. Afin de réduire au minimum les effets préjudiciables à l'environnement, il est prévu que: la remise en état des périmètres d'irrigation n'entraînera pas de modifications dans l'utilisation du sol; les critères de sélection des périmètres garantiront le respect des obligations en matière de droits d'eau et l'absence d'effet préjudiciable pour les usagers situés en aval; la réfection des routes ne sera pas financée dans les zones protégées; enfin, un appui sera fourni pour la lutte intégrée contre les ravageurs grâce aux stages pratiques pour agriculteurs.

### **J. Caractéristiques novatrices**

54. Dans le contexte des projets financés par le FIDA au Viet Nam, ce projet présente un certain nombre de caractéristiques novatrices: a) mise en place d'un *modèle de projet de développement local autosuffisant*, reposant sur la décentralisation de la prise de décisions et sur le contrôle des fonds alloués aux services techniques, sur l'obligation des organismes d'exécution de rendre des comptes aux clients du projet, et sur la dépendance à l'égard des compétences techniques et de gestion nationales; b) adoption d'une *approche processus* qui offre un cadre garantissant que les activités du projet (programmes d'investissement dans l'infrastructure, activités de recherche et de vulgarisation) ne sont pas définies au préalable, avant le commencement du projet, mais reflètent les priorités des communautés telles qu'elles sont arrêtées dans le cadre de la planification participative annuelle; c) mise en place du *fonds de développement communautaire*, grâce auquel les communautés peuvent financer de petites infrastructures. Il permet au projet de répondre aux besoins mis en évidence par les communautés qui ne relèvent pas des principales composantes du projet, ce qui rend le processus participatif plus crédible et renforce la participation des communautés à la prise de décisions et à la gestion; d) mise en place du *fonds pour les initiatives de développement*, qui laisse la latitude voulue pour orienter des ressources supplémentaires vers les domaines ayant la priorité absolue, définis par les communautés, et vers les composantes les plus performantes; e) institution d'un *service de vulgarisation animé par les agriculteurs*, fondé sur les stages pratiques pour agriculteurs, au lieu de rétablir à l'échelon des communes des services assurés par des agents de vulgarisation fonctionnaires et salariés, services qui ne sont pas viables compte tenu des contraintes budgétaires de l'administration provinciale; f) *collaboration avec les projets actuellement en cours du FIDA* eu égard à l'assistance technique en matière de gestion du projet et de développement participatif; g) mise en place d'un *fonds de crédit renouvelable au niveau de la commune*, qui sera un dispositif viable de promotion des activités d'épargne et de crédit; enfin, h) introduction du concept de conseillers nationaux indépendants et de la *participation d'ONG* au comité directeur du projet et au Conseil du développement du microcrédit à des fins de contrôle de la qualité.

### **TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ**

55. Un accord de prêt entre la République socialiste du Viet Nam et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

56. La République socialiste du Viet Nam est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

57. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

### **QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION**

58. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République socialiste du Viet Nam un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à onze millions quatre cent mille droits de tirage spéciaux (11 400 000 DTS) venant à échéance le 15 avril 2039 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président  
Fawzi H. Al-Sultan



## **RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 28 avril 1999)

1. Le Gouvernement mettra sans retard à la disposition de l'UCP, conformément aux procédures habituelles du pays, les fonds de contrepartie qui se montent globalement à 2 282 185 USD et toutes autres ressources qui pourront s'avérer nécessaires de temps à autre pour mettre en oeuvre le projet.
2. Le Ministère des finances et la Banque vietnamienne pour l'agriculture et le développement rural (BVADR) concluront un accord de prêt subsidiaire, qui définira leurs obligations respectives à l'égard de la sous-composante services financiers et stipulera, entre autres, a) que la BVADR fait office d'agent du Gouvernement et assume ses responsabilités en ce qui concerne ladite sous-composante conformément à l'accord de prêt et au règlement et procédures opérationnelles en matière de crédit; et b) les modalités de transfert des fonds du projet à la BVADR et aux fonds de crédit renouvelable (FCR).
3. Le Conseil du développement du microcrédit conclura un mémorandum d'accord avec l'Union des femmes vietnamiennes qui définira leurs obligations respectives en ce qui concerne l'administration de la sous-composante services financiers et stipulera, entre autres, que l'Union des femmes vietnamiennes a) déclare adhérer aux objectifs et finalités du projet et, qu'aux fins de leur réalisation, s'engage à mettre en oeuvre la sous-composante services financiers conformément à l'accord de prêt et au règlement et procédures opérationnelles en matière de crédit; b) charge sa représentante de promouvoir, établir et coordonner un FCR dans chaque commune; et c) délègue sa représentante auprès du Conseil de développement du microcrédit.
4. Les unités de gestion des FCR déposeront toutes les recettes nettes provenant des prêts accordés aux groupements villageois d'épargne et de crédit sur lesdits fonds. Ces unités utiliseront les FCR pour financer de nouveaux prêts aux groupements villageois d'épargne et de crédit conformément à l'accord de prêt. Aux fins du présent paragraphe, on entend par "recettes nettes" tous les versements au titre du remboursement du principal et du règlement des intérêts, après déduction de coûts raisonnables d'administration et autres frais (y compris coût des fonds).
5. Le Comité directeur invitera un groupe d'environ trois spécialistes nationaux de haut niveau s'occupant de développement pour appuyer l'UCP dans i) la sélection de prestataires de services de formation et des activités de renforcement des capacités, et ii) l'exécution et le suivi du projet. Ces conseillers seront invités aux réunions trimestrielles ordinaires du Comité directeur. Dès que possible, mais au plus tard 90 jours après la date de prise d'effet de l'accord de prêt, le Gouvernement soumettra la liste et les mandats desdits conseillers au FIDA pour examen et approbation.
6. Le Gouvernement s'assurera que les allocations budgétaires aux institutions publiques participant au projet soient maintenues en termes réels au moins aux niveaux de l'exercice 1998 pendant toute la durée de l'exécution du projet.
7. Le Gouvernement fera en sorte qu'à compter de la première année du projet les exercices de planification participative soient dûment conduits et, qu'à compter de la deuxième année les PTBA soient fondés sur ces exercices.

ANNEXE

8. Les contributions aux investissements dans l'infrastructure économique apportées par le bénéficiaire sous forme de travail seront rétribuées aux tarifs officiels de la main-d'oeuvre non qualifiée.
9. Le Gouvernement veillera à ce que les allocations budgétaires nécessaires à l'entretien des routes et des ponts remis en état dans le cadre du projet soient suffisantes pendant toute la période d'exécution.
10. Le Gouvernement veillera à ce que les semences, le matériel végétal et les animaux reproducteurs et d'embouche provenant des stations du Gouvernement soient vendus à des prix qui couvrent les coûts variables de production. Le Gouvernement encouragera la production commerciale et la vente de semences certifiées, de matériel végétal et d'animaux reproducteurs par les agriculteurs.
11. Le Gouvernement s'assurera que les entreprises d'État rénovées soient gérées sur une base commerciale afin d'éviter l'octroi de subventions publiques et de prévenir la détérioration des structures après l'achèvement du projet. Avant le déblocage de l'aide financière du projet, chacune de ces entreprises devra établir et soumettre à l'UCP un plan financier et commercial précisant la viabilité des activités.
12. Le Gouvernement évitera le double financement par le projet d'activités appuyées par d'autres donateurs, particulièrement pour les composantes relatives aux routes et aux ponts ainsi qu'au développement participatif.
13. Il sera donné aux bénéficiaires l'occasion d'examiner l'avancement du projet. Au moins une fois par an, dans les villages où les activités du projet sont substantielles les bénéficiaires des deux sexes se réuniront avec des représentants de l'Union des femmes vietnamiennes, de l'Association des agriculteurs, de la BVADR, de l'UCP et du personnel de projet pour examiner l'avancement de chaque composante. Le résultat de ces examens sera intégré dans les exercices de planification participative pour l'année suivante.
14. Dans le cadre du maintien de pratiques environnementales rationnelles, le projet adoptera des méthodes appropriées de lutte contre les ravageurs et, à cette fin, le Gouvernement veillera à ce que les pesticides achetés dans le cadre du projet ne soient ni proscrits par le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), tel qu'amendé périodiquement, ni inscrits au tableau 1 (extrêmement dangereux) ou au tableau 2 (très dangereux) de la classification 1996-1997 des pesticides par risque recommandée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), telle qu'amendée périodiquement.
15. La prise d'effet de l'accord de prêt est subordonnée aux conditions suivantes:
  - a) l'accord de prêt a été dûment signé, et sa signature et son application par le gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées conformément à toutes les procédures administratives applicables,
  - b) un avis juridique favorable, émanant d'un conseiller juridique approuvé par le FIDA, dont le fond et la forme ont été jugés acceptables pour le FIDA, a été remis par le Gouvernement au Fonds.



ANNEXE

16. Il ne sera procédé à aucun retrait au titre du crédit additionnel pour la sous-composante services financiers tant que:

- a) l'accord de prêt subsidiaire mentionné au paragraphe 2 ci-dessus, tel que signé par le Ministère des finances et la BVADR n'aura été approuvé par le FIDA;
- b) le Conseil du développement du microcrédit n'aura été établi;
- c) le règlement et les procédures opérationnelles en matière de crédit n'auront été approuvés par le FIDA;
- d) le mémorandum d'accord mentionné au paragraphe 3 ci-dessus, tel que signé par le Conseil du développement du microcrédit et l'Union des femmes vietnamiennes, n'aura été approuvé par le FIDA.

## APPENDIX I

## COUNTRY DATA

## VIET NAM

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 1995 1/</b>	<b>325</b>	<b>GNP per capita (USD) 1996 2/</b>	<b>290</b>
<b>Total population (million) 1996 1/</b>	<b>75</b>	<b>Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1990-96 2/</b>	<b>6.2</b>
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 1996 1/</b>	<b>230</b>	<b>Average annual rate of inflation, 1990-96 2/</b>	<b>22.7</b>
<b>Local currency</b>	<b>New Dong (VND)</b>	<b>Exchange rate: USD 1 =</b>	<b>VND 13,000</b>
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1980-96 1/	2.1	GDP (USD million) 1996 1/	23 340
Crude birth rate (per thousand people) 1996 1/	25	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1980-90	4.6
Crude death rate (per thousand people) 1996 1/	7	1990-96	8.5
Infant mortality rate (per thousand live births) 1996 1/	40	Sectoral distribution of GDP, 1996 1/	
Life expectancy at birth (years) 1996 1/	68	% agriculture	27.2
Number of rural poor (million) 1/	35	% industry	30.7
Poor as % of total rural population 1/	57.2	% manufacturing	n.a.
Total labour force (million) 1996 1/	38	% services	42.1
Female labour force as % of total, 1996 1/	49.3	Consumption, 1996 1/	
<b>Education</b>		General government consumption (as % of GDP)	n.a.
Primary school gross enrolment (% of relevant age group) 1995 1/	114.0	Private consumption (as % of GDP)	86.0
Adult literacy rate (% of total population) 1995 3/	93.7	Gross domestic savings (as % of GDP)	14.3
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita, 1995 3/	2 438	Merchandise exports, 1996 1/	7 016
Index of daily calorie supply per capita (industrial countries=100) 1995 3/	77	Merchandise imports, 1996 1/	13 910
Prevalence of child malnutrition (% of children under 5) 1990-96 1/	44.9	Balance of merchandise trade	-6 894
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 1990-95 1/	5.2	before official transfers, 1996 1/	-3 681
Physicians (per thousand people) 1994 1/	0.4	after official transfers, 1996 1/	-2 636
Percentage population without access to safe water 1990-96 3/	57	Foreign direct investment, 1996 1/	1 500
Percentage population without access to health services 1990-95 3/	10	<b>Government Finance</b>	
Percentage population without access to sanitation 1990-96 3/	79	Overall budget surplus/deficit (including grants) (as % of GDP) 1995 1/	n.a.
<b>Agriculture and Food</b>		Total expenditure (% of GDP) 1995 1/	n.a.
Food imports as percentage of total merchandise imports 1996 1/	n.a.	Total external debt (USD million) 1996 1/	26 764
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1994-96 1/	2 488	Present value of debt (as % of GNP) 1996 1/	123.0
Food production index (1989-91=100) 1994-96 1/	127	Total debt service (% of exports of goods and services) 1996 1/	3.5
<b>Land Use</b>		Nominal lending rate of banks, 1996 1/	28.3
Agricultural land as % of total land area, 1994 4/	21.8	Nominal deposit rate of banks, 1996 1/	17.9
Forest area (km <sup>2</sup> thousand) 1995 1/	91		
Forest area as % of total land area, 1995 1/	28.0		
Irrigated land as % of cropland, 1994-96 1/	29.6		

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Report*, 1998



**APPENDIX I**

2/ World Bank, *Atlas*, 1998

3/ UNDP, *Human Development Report*, 1998

4/ World Bank, *The World Development Indicators CD-ROM*, 1998

## PREVIOUS IFAD LOANS TO VIET NAM

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Participatory Resource Management Project - Tuyen Quang Province	IFAD	UNOPS	HC	06 Apr 93	06 Aug 93	31 Dec 01	L - I - 328 - VN	SDR	13 350 000	58.2%
Agricultural Resources Conservation and Development Project in Quang Binh Province	IFAD	UNOPS	HC	04 Dec 96	25 Mar 97	30 Jun 02	G - I - 28 - VN	USD	100 000	46.5%
Agricultural Resources Conservation and Development Project in Quang Binh Province	IFAD	UNOPS	HC	04 Dec 96	25 Mar 97	30 Jun 02	L - I - 434 - VN	SDR	10 050 000	24.9%
Ha Giang Development Project for Ethnic Minorities	IFAD	UNOPS	HC	04 Dec 97	27 Apr 98	30 Jun 04	G - I - 52 - VN	USD	50 000	42.6%
Ha Giang Development Project for Ethnic Minorities	IFAD	UNOPS	HC	04 Dec 97	27 Apr 98	30 Jun 04	L - I - 460 - VN	SDR	9 200 000	08.1%

## LOGICAL FRAMEWORK

Narrative Summary	Key Performance Indicators <sup>5</sup>	Means of Verification	Critical Assumptions
<p><b>Overall Goal:</b> To raise the incomes and living standards, and to increase the participation of poor households in the growth process in Ha Tinh.</p>	<p>(Household Income Indicator) An increase of annual average farm income of the target households from x to y by mid-term of the project (% of the poor households) in terms of paddy equivalent</p> <p>(Poverty Reduction of Household Indicator) A decrease in the proportion of poor households below the poverty line from x to y by mid-term of the project</p> <p>(Poverty Reduction of Commune Indicator) A decrease in the absolute number of poor communes in Ha Tinh from x to y by mid-term of the project</p> <p>(Food Security of Individual Indicator) Average increase of the calorie intake (disaggregated figures of man, woman and child) from x calories to y calories by mid-term of the project (% of poor households)</p> <p>(Social Welfare Indicator) Increase in the proportion of children enrolled in primary school (% of poor households)</p> <p>(Social Welfare Indicator) Increase in the percentage of grade 1 students remaining enrolled to the final grade of primary school (% of poor households)</p> <p>(Social Welfare Indicator) Increase in the percentage of enrolment in the last grade of primary continuing to the first grade of general secondary school in the next year</p>	<p>1.1 Health statistics</p> <p>1.2 Project progress reports</p> <p>1.3 Project evaluation reports</p> <p>1.4 Supervision reports</p>	

<sup>5</sup> There has been particular emphasis on the indicators identified being poverty-related. Furthermore, poverty indicators need to be disaggregated at the household and individual level (gender specific).





Narrative Summary	Key Performance Indicators <sup>1</sup>	Means of Verification	Critical Assumptions
<b>Project Development Objectives:</b>	<b>Monitoring Indicators:</b> <sup>6</sup>		
Intensification and diversification of income-generating activities of the poor households participating in the project:	(output) x number of small farmers (1.5 ha or less) increase yield of staple crops (rice, groundnuts, sweet potato) by x% from y to z amount by mid-term of the project (as compared to the baseline survey); (output) x number of small farmers (1.5 ha or less) increase yield of vegetable production by x% from y to z by mid-term of the project; (output) x number of small farmers increase the number of fruit trees by x% from y to z by mid-term of the project; (output) Increase in livestock production by x amount covering y number of small farmers by mid-term of the Project (% of poor households)	1.1 Baseline survey 1.2 Project evaluation (mid-term) 1.3 Annual crop production survey reports 1.4 Supervision reports (semi-annual)	1. Sustained political commitment to address poverty issues by the national government and the project implementing agencies. 2. The current trend of market-oriented reforms continues along with other changes in attitude and approach. 3. The target group acknowledges the objectives of the project and takes ownership. 4. Management and staff of the project implementing agencies internalize the change process. 5. There is no resistance among the project implementing agencies to the participatory processes in planning and implementation of community development.
<b>Project Outputs</b> (milestones achieved through the implementation of the activities):  1. Participatory development mechanisms established:  1.a. Poor households realize their potential in influencing project design and implementation;	1.a. (input) x number of participatory rural appraisals (PRAs) that have been implemented in y number of communes covering z number of poor households by the end of each project year	1. - Baseline survey - Project progress reports (semi- annual) - Supervision reports	1. Development plans are drawn up based on interaction with the commune and district levels in the pilot areas and reflect their priorities, needs and requirements. 2. Adoption of the newly introduced technology by the target-group farmers. 3. Necessary data, maps and other important information is available to project implementing agencies when necessary. 4. Good quality staff promote project approaches throughout the province.  5. Social mechanism for maintenance of rural roads; rural infrastructure functions properly.

4

<sup>6</sup> At the project development objective level, monitoring refers to assessment of project impact on the beneficiary or the system during different phases of implementation and after completion. If all inputs are delivered and outputs achieved, then desired impact is to be achieved. If not, there is possibility for a change in design.



Narrative Summary	Key Performance Indicators <sup>1</sup>	Means of Verification	Critical Assumptions
<p><b>Project Development Objectives:</b></p> <p>1.b. Sustainable community development framework is established where the needs and initiatives of poor communities/households are reflected in the project design and implementation;</p>	<p><b>Monitoring Indicators:</b><sup>2</sup></p> <p>1.b. (output) x number of proposals for development opportunities for the communities, small-scale irrigation schemes and other small-scale infrastructure needs (% of poorest households) by the end of each project year</p>		
<p>1.c. Project management and technical departments are responsive to the beneficiaries' needs and working with them to meet these needs.</p>	<p>1.c. (output) x number of proposals accepted by the project management; technical agencies implemented in the following project year; and at least y% of the targets set for the year achieved</p> <p>(input) x number of training courses conducted for the people's committees and y number of study tours by the end of each project year</p> <p>(output) x number of people trained in the training program and the study tours by the end of each project year</p> <p>(process) x number of community facilitators in y number of poor communes by the end of each project year</p>		
<p>2. Income-generating activities promoted:</p> <p>2.a. Sustainable small-scale irrigation systems are established and upgraded; and management of the irrigation schemes is improved;</p> <p>2.b. An effective farmer extension program is developed and access to inputs are improved for intensified/diversified agricultural production;</p>	<p>2.a. (output) x ha irrigated by the project by y number of small-scale irrigated schemes constructed/rehabilitated by the end of each project year</p> <p>(output) x number of water users' associations established with y number of members by the end of each project year</p>	<p>2. - Baseline survey</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Project progress reports (semi-annual)</li> <li>- Supervision reports</li> </ul>	

Narrative Summary	Key Performance Indicators <sup>1</sup>	Means of Verification	Critical Assumptions
<b>Project Development Objectives:</b>	<b>Monitoring Indicators:</b> <sup>2</sup>		
	<p>(output) Increase in the number of extension workers from x to y, trained by the end of each project year</p> <p>(output) x number of key farmers trained by the end of each project year</p> <p>(output) x number of participatory trials of new varieties of vegetables by y number of small farmers by the end of each project year</p>		
2.c. The delivery of animal health care and disease control services is improved and effective extension is provided for livestock and fishpond production;	<p>2.c. (output) x number of pilot villages developed in y number of villages; development of integrated, village-level backyard poultry production by the end of each project year</p> <p>(input) x number of on-farm trials on optimal utilization of local feed resources for pigs, poultry, cattle and goats by the end of each project year</p> <p>(process) x number of artificial insemination facilities and infrastructure constructed/rehabilitated by the end of each project year</p>		



<p>2.d. Financial services are made accessible to poor households.</p>	<p>2.d. (output) x number of women's savings and credit groups formed with y number of members (% of poor households) by the end of each project year</p> <p>(process) x amount of money disbursed as y number of loans by the end of each project year</p> <p>(process) Repayment rate of group members; x number of arrears by y number of group members by the end of each project year</p> <p>(process) x amount of money accumulated as savings by y number of groups by the end of each project year</p> <p>(output) x number of groups received access to credit facilities (% of poor households) by the end of each project year</p> <p>(process) diversification to other income-generating activities of x number of women in the target group</p>		
Narrative Summary	Key Performance Indicators <sup>1</sup>	Means of Verification	Critical Assumptions
<b>Project Development Objectives:</b>		<b>Monitoring Indicators:</b> <sup>2</sup>	
<p>3. Rural roads and the marketing facilities of agricultural commodities are constructed or upgraded.</p>	<p>3. x km of y class road, servicing z number of rural communes, constructed/rehabilitated and maintained (number of poor communes) by mid-term of the project</p> <p>x number of bridges (y meters), servicing z number of poor communes, established by the end of each project year</p> <p>x number of rural markets, servicing y number of rural communes, constructed/rehabilitated and maintained by the end of each project year</p>	<p>3. - Project progress reports (semi-annual)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- NGO progress reports</li> <li>- Monitoring and evaluation reports</li> <li>- Supervision reports</li> </ul>	

<p>4. Project Coordination Unit established and operational: improved development planning and management processes by project management and technical line agencies implementing the project.</p>	<p>4. x number of meetings of Project Coordination Unit monthly</p> <p>x number of district coordination units established and functioning annually</p> <p>Physical progress of the project on schedule quarterly</p> <p>Financial progress of the project on schedule quarterly</p>	<p>4. - Project progress reports (semi-annual)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Minutes of the meetings</li> <li>- Supervision reports</li> </ul>	
---	--	---	--

## COSTS AND FINANCING

(USD)

	Income Generation and Diversification							Project Management			Physical Contingencies		
	Participatory Development	Small-scale Irrigation	Support for Crop & Livestock Production	Support for Animal Health Delivery	Financial Services	Rural Markets	Solar Energy Demonstrations	Rural Roads and Bridges	Project Management	Development Initiatives Fund	Total	%	Amount
<b>I. Investment Costs</b>													
<b>A. Civil works</b>													
Survey, design, & supervision	-	140 000	-	-	-	-	-	52 027	-	-	192 027	10.0	19 203
Construction works (contracts)	-	1 659 538	84 615	92 308	-	557 308	-	1 597 456	90 000	-	4 081 226	10.0	408 123
Contributed labour	264 706	199 877	-	-	-	-	-	112 846	-	-	577 429	10.0	57 743
<b>Subtotal civil works</b>	264 706	1 999 415	84 615	92 308	-	557 308	-	1 762 329	90 000	-	4 850 682	10.0	485 068
<b>B. Vehicles, eqpt &amp; materials</b>													
Vehicles	27 692	43 077	146 154	50 000	95 385	-	-	16 154	134 615	-	513 077	-	-
Equipment	-	46 815	194 585	105 150	165 815	-	48 692	46 077	77 731	-	684 865	-	-
Materials	-	-	237 308	-	-	-	-	-	-	-	237 308	-	-
<b>Subtotal vehicles, eqpt &amp; materials</b>	27 692	89 892	578 046	155 150	261 200	-	48 692	62 231	212 346	-	1 435 250	-	-
<b>C. Training, TA &amp; field studies</b>													
Field studies	33 231	-	-	-	6 923	-	1 538	-	-	-	41 692	5.0	2 085
Farmer training	-	-	186 646	113 723	15 650	-	-	-	-	-	316 019	5.0	15 801
Staff training	78 044	11 545	99 493	136 500	132 657	-	5 751	-	88 888	-	552 878	5.0	27 644
National TA	53 846	55 385	100 000	18 462	90 769	-	-	-	96 923	-	415 385	-	-
<b>Subtotal training, TA &amp; field studies</b>	165 121	66 929	386 139	268 685	245 999	-	7 289	-	185 812	-	1 325 973	3.4	45 529
D. Development Initiatives Fund	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 000 000	3 000 000	-	-
E. Community Development Fund	1 500 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 500 000	-	-
F. Incremental credit	-	-	-	-	1 684 923	-	-	-	-	-	1 684 923	-	-
G. Land purchase	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Investment Costs</b>	1 957 519	2 156 237	1 048 801	516 142	2 192 122	557 308	55 982	1 824 560	488 158	3 000 000	13 796 828	3.8	530 598
<b>II. Recurrent Costs</b>													
A. Staff salaries	19 938	-	4 985	-	138 308	-	-	-	55 495	-	218 726	-	-
B. Staff allowances	9 969	53 169	117 785	40 985	200 654	-	-	40 431	117 692	-	580 685	-	-
C. Infrastructure maintenance	-	387 692	-	11 538	-	42 196	-	530 506	11 250	-	983 183	1.8	18 023
D. Vehicles O&M	27 692	51 692	131 077	60 000	69 538	-	-	19 385	161 538	-	520 923	5.0	26 046
E. Equipment O&M	-	27 692	52 615	29 077	-	-	1 315	26 308	46 892	-	183 900	5.0	9 195
F. Office running costs	-	23 077	36 923	34 615	69 231	-	-	23 077	226 154	-	413 077	5.0	20 654
<b>Total Recurrent Costs</b>	57 600	543 323	343 385	176 215	477 731	42 196	1 315	639 706	619 022	-	2 900 494	2.5	73 918
<b>Total BASELINE COSTS</b>	2 015 119	2 699 560	1 392 185	692 358	2 669 853	599 504	57 297	2 464 266	1 107 180	3 000 000	16 697 322	3.6	604 516
Physical contingencies	33 419	205 642	33 799	28 503	14 700	55 731	430	196 555	35 736	-	604 516	-	-
<b>Price contingencies</b>													
<b>Inflation</b>													
Local	483 950	782 572	211 432	128 600	649 109	142 476	2 231	584 497	169 010	1 004 829	4 158 706	-	-
Foreign	17 822	28 699	22 415	8 109	27 362	5 430	1 673	20 251	22 307	45 214	199 282	-	-
<b>Subtotal inflation</b>	501 771	811 271	233 847	136 709	676 471	147 906	3 904	604 748	191 317	1 050 043	4 357 988	-	-
Devaluation	-297 412	-474 383	-130 010	-78 760	-396 126	-87 677	-1 432	-362 276	-103 036	-597 908	-2 529 019	-	-
Subtotal price contingencies	204 359	336 888	103 837	57 949	280 345	60 229	2 473	242 473	88 282	452 135	1 828 969	3.2	57 653
<b>Total PROJECT COSTS</b>	2 252 897	3 242 090	1 529 822	778 810	2 964 897	715 464	60 200	2 903 294	1 231 198	3 452 135	19 130 807	3.5	662 168
Taxes	5 849	42 820	38 599	16 652	18 394	10 010	1 092	34 489	35 834	-	203 738	4.1	8 444
Foreign exchange	210 420	319 894	416 745	145 488	354 234	66 734	38 989	278 168	397 042	345 214	2 572 928	2.8	72 112



## EXPENDITURE ACCOUNTS BY COMPONENTS

(USD '000)

	(VND '000)			(USD)			%	% Total
	Local	Foreign	Total	Local	Foreign	Total	Foreign Exchange	Base Costs
<b>I. Investment Costs</b>								
<b>A. Civil works</b>								
Survey, design, & supervision	2 371 533	124 818	2 496 350	182 426	9 601	192 027	5	1
Construction works (contracts)	47 750 340	5 305 593	53 055 933	3 673 103	408 123	4 081 226	10	24
Contributed labour	7 506 580	-	7 506 580	577 429	-	577 429	-	3
<b>Subtotal civil works</b>	<b>57 628 452</b>	<b>5 430 411</b>	<b>63 058 863</b>	<b>4 432 958</b>	<b>417 724</b>	<b>4 850 682</b>	<b>9</b>	<b>29</b>
<b>B. Vehicles, eqpt &amp; materials</b>								
Vehicles	1 334 000	5 336 000	6 670 000	102 615	410 462	513 077	80	3
Equipment	4 579 595	4 323 655	8 903 250	352 277	332 589	684 865	49	4
Materials	2 486 000	599 000	3 085 000	191 231	46 077	237 308	19	1
<b>Subtotal vehicles, eqpt &amp; materials</b>	<b>8 399 595</b>	<b>10 258 655</b>	<b>18 658 250</b>	<b>646 123</b>	<b>789 127</b>	<b>1 435 250</b>	<b>55</b>	<b>9</b>
<b>C. Training, TA &amp; field studies</b>								
Field studies	542 000	-	542 000	41 692	-	41 692	-	-
Farmer training	3 993 045	115 200	4 108 245	307 157	8 862	316 019	3	2
Staff training	6 336 035	851 375	7 187 410	487 387	65 490	552 878	12	3
National TA	5 400 000	-	5 400 000	415 385	-	415 385	-	2
<b>Subtotal training, TA &amp; field studies</b>	<b>16 271 080</b>	<b>966 575</b>	<b>17 237 655</b>	<b>1 251 622</b>	<b>74 352</b>	<b>1 325 973</b>	<b>6</b>	<b>8</b>
D. Development Initiatives Fund	35 100 000	3 900 000	39 000 000	2 700 000	300 000	3 000 000	10	18
E. Community Development Fund	17 550 000	1 950 000	19 500 000	1 350 000	150 000	1 500 000	10	9
F. Incremental credit	19 713 600	2 190 400	21 904 000	1 516 431	168 492	1 684 923	10	10
G. Land purchase	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total Investment Costs</b>	<b>154 662 727</b>	<b>24 696 041</b>	<b>179 358 768</b>	<b>11 897 133</b>	<b>1 899 695</b>	<b>13 796 828</b>	<b>14</b>	<b>83</b>
<b>II. Recurrent Costs</b>								
A. Staff salaries	2 843 440	-	2 843 440	218 726	-	218 726	-	1
B. Staff allowances	7 548 900	-	7 548 900	580 685	-	580 685	-	3
C. Infrastructure maintenance	12 547 079	234 302	12 781 380	965 160	18 023	983 183	2	6
D. Vehicles O&M	3 702 400	3 069 600	6 772 000	284 800	236 123	520 923	45	3
E. Equipment O&M	1 195 350	1 195 350	2 390 700	91 950	91 950	183 900	50	1
F. Office running costs	4 564 500	805 500	5 370 000	351 115	61 962	413 077	15	2
<b>Total Recurrent Costs</b>	<b>32 401 669</b>	<b>5 304 752</b>	<b>37 706 420</b>	<b>2 492 436</b>	<b>408 058</b>	<b>2 900 494</b>	<b>14</b>	<b>17</b>
<b>Total BASELINE COSTS</b>	<b>187 064 396</b>	<b>30 000 792</b>	<b>217 065 188</b>	<b>14 389 569</b>	<b>2 307 753</b>	<b>16 697 322</b>	<b>14</b>	<b>100</b>
Physical contingencies	7 002 098	856 607	7 858 706	538 623	65 893	604 516	11	4
Price contingencies	54 173 792	6 749 895	60 923 687	1 629 687	199 282	1 828 969	11	11
<b>Total PROJECT COSTS</b>	<b>248 240 285</b>	<b>37 607 295</b>	<b>285 847 580</b>	<b>16 557 879</b>	<b>2 572 928</b>	<b>19 130 807</b>	<b>13</b>	<b>115</b>



## **ORGANIZATION AND MANAGEMENT**

### **Project Organization and Executing Agencies**

In accordance with Provincial Government Decision No. 23/9 of 23 September 1998, the operations of the National Project Steering Committee for IFAD projects will longer apply to the Province, and therefore the Provincial People's Committee (PPC) will be responsible for project policy, direction and review. PPC will appoint a Project Steering Committee (PSC) to oversee the implementation of the project.

#### **Project Steering Committee**

The PSC will be chaired by the vice-chairman (Agriculture) of the PPC with membership composed of the director of the department of Planning and Investment (vice-chairman); the project director (Member Secretary); the chairpersons of the District People's Committee; the director of the provincial branch of the State Treasury; a representative of the State Bank of Viet Nam; the activity managers; the chairperson of the Viet Nameese Women's Union (Ha Tinh Province); and a representative of the Farmers' Association (FA). A representative of the NGO operating in the province will attend as a non-voting observer.

PSC will meet quarterly and have the right to co-opt members and to establish executive subcommittees on a standing or ad hoc basis to deal with any exceptional project matters. Its responsibilities will be to ensure that project activities are in accordance with relevant government policies, and with the conditions of the loan agreement, and it will provide a forum for the resolution of any policy or financial impasse. In particular, it will (a) ensure complementarity between the project and externally assisted projects and efficient use of financial and manpower resources; (b) provide policy guidance to the Project Coordination Unit; (c) review and approve project annual work plans and budgets (AWPBs); (d) ensure the establishment and competency of project staff; (e) ensure effective cooperation and coordination among PCU, implementing agencies and districts; and (f) supervise the use of financial resources and the monitoring of project performance.

#### **Project Coordination Unit**

Responsibility for the day-to-day conduct of project affairs will be the duty of the PCU which will be established within the Department of Planning and Investment (DPI), Ha Tinh. In addition to its duties as Secretariat of PSC it would: (a) maintain the project account in accordance with government financial regulations and the conditions of the loan agreement; (b) ensure effective coordination of project activities, serve as the initial contact point for all official dealings among the provincial government, implementing organizations and international agencies and act as focal point for all visiting missions; (c) prepare and submit for PSC approval the consolidated AWPB and ensure its inclusion in the provincial budget in accordance with the MOF budget timetable; (d) procure standard or bulked items in accordance with project procurement procedures and authorize the procurement of other goods and services, including consulting and other contracts of the implementing departments; (e) ensure the timely release of funds to implementing agencies in accordance with approved AWPB schedules; (f) ensure that the physical, financial and impact monitoring of project activities is conducted in accordance with MPI requirements and those of the loan agreement; (g) prepare, collate and submit withdrawal applications in accordance with MOF instructions; (h) prepare, consolidate as necessary, and submit financial, progress, monitoring and other reports in accordance with the requirements of the Government, PCC and the loan agreement; (i) provide common services for all implementing agencies and participating districts, e.g., coordination



of training programmes, workshops and study tours; and (j) generally ensure the orderly implementation of the project on the basis of the approved AWPB.

### **Implementing Agencies**

**Activity managers.** Responsibility for the implementation of each project component will be assigned to the concerned provincial technical department, which will appoint a suitably qualified activity manager (AM). AM, will remain under the administrative and technical authority of their departments and will not be seconded to the PCU. They will be accountable for achieving the AWPB targets and will be entrusted with an imprest account to finance the operating costs incurred in implementing planned activities. They will report directly to their departmental director on technical matters, and to the PD on other matters relating to the overall planning and implementation of their respective components and activities. They may be appointed by their directors to participate in meetings of the PSC.

Since DARD is responsible for implementing four discrete sub-components, i.e., irrigation, agricultural production, animal health/veterinary services, and crop and livestock extension, a senior AM will be appointed to oversee and coordinate all DARD activities. He will be assisted by sub-AMs appointed for each sub-component and will coordinate AWPB preparation and other project-related activities within in the department.

**Annual work plans and budgets.** The AWPB is the basic document for the planning and implementation of project activities. In accordance with the project approach and objectives, it will be drawn up on the basis of community participatory rural appraisal and planning exercises undertaken each year by communes as they join the project. Preparation of AWPBs will be the responsibility of the AMs of each participating department at district level under the guidance of PCU, and the timing of preparation and submission will comply with the government budget cycle.

In addition to the activities for the forthcoming period, planning will take account of any spill-over from the previous year. A participatory monitoring exercise and the annual review and planning workshops will provide further guidance for AWPB preparation. In this manner, AWPB will constitute the initial step in a continuous management process that will provide a regular flow of management information for effective implementation. A schematic outline of AWPB preparation is set out in Chart II: Annual Work Programme and Budget Preparation.

**Monitoring and evaluation.** Overall responsibility for the monitoring and ongoing evaluation of the physical and financial progress of the project will lie with PCU. M&E officers will be responsible for compiling quarterly and annual reports from the individual technical reports submitted by AMs in accordance with prescribed formats.

The exercise establishing indicative targets and indicators will take place annually. The outcome will be reviewed at the village and commune level (where project activities are sufficiently concentrated) and at the district and provincial level, and will be part of the ongoing evaluation process.

### **Financial**

To administer the project's financial service, a non-banking financial institution, the Project Microcredit Development Board (PMCDDB) will be established. PMCDDB, chaired by the project director and composed of representatives of the State Bank of Viet Nam, VWU, FA and the NGO active in the province, will have regulatory and supervisory oversight of the project's credit funds and overall responsibility in maintaining the value of those funds in real terms. In particular, it will ensure



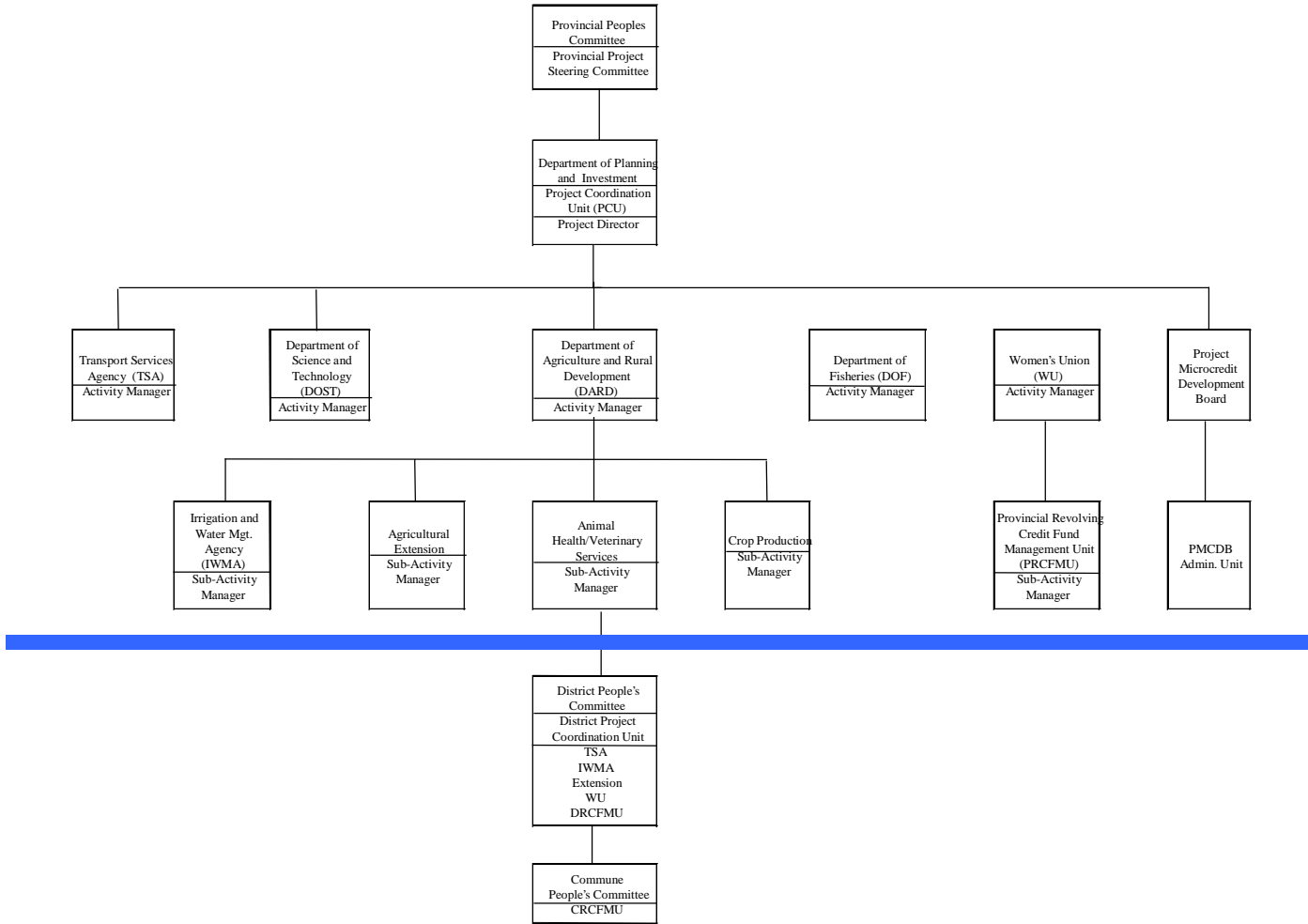


APPENDIX VI

compliance with (a) relevant Central Bank regulations governing the operations of rural credit; and (b) IFAD project loan conditions. A specific duty will be to set RCF interest rates at a level that, at full development, will cover operational costs and maintain the value of the credit funds in real terms. Board policy and services will be carried out and provided by an Administrative Unit, with district-level branches.

PCMDB powers and duties will be contained in its Credit Regulations and Operating Procedures, which, *inter alia*, will cover RCF accounting and reporting; establishment of RCF interest rates; supervision and inspection of RCF affairs; audit of RCF accounts; and RCF financial reporting. Its relationship with VWU will be set out in a memorandum of understanding with VWU, which will set out the respective duties of each party in the administration of the component.

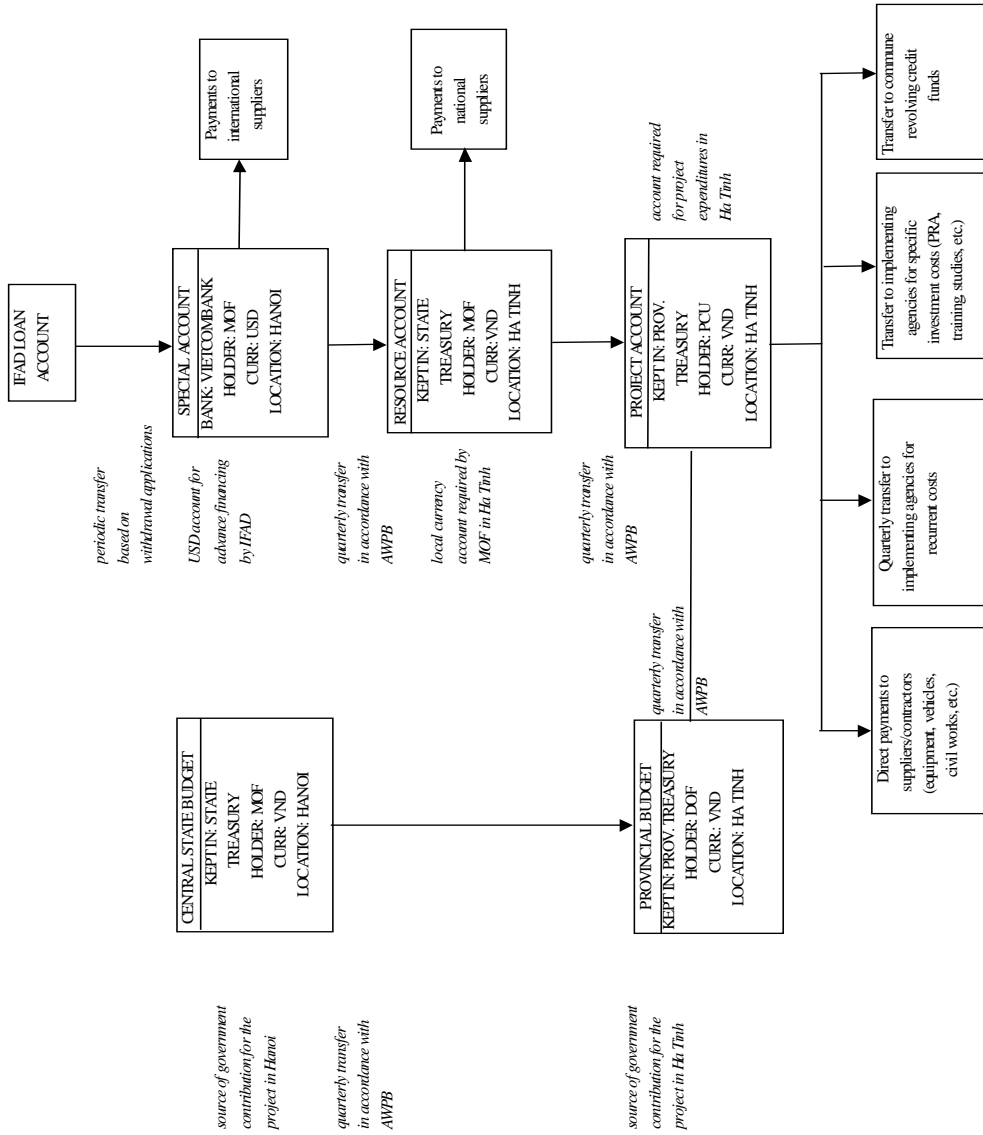
# ORGANIZATIONAL STRUCTURE





APPENDIX VI

**FLOW OF FUNDS**







## ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS

### Financial Analysis

Financial analysis of improvements to crop production systems indicates net increases in net income ranging from 155% for vegetables and upland crop improvement to around 300% in the case of new irrigation capacity. Returns to labour increase to exceed the prevailing wage rate. Livestock enterprises generate incremental income ranging from VND 500 000 per year for pig-fattening to over VND 3 million for duck-egg production. Returns to labour are generally above the prevailing wage rates.

Four representative household models demonstrating the potential impact of the project on individual farm households, related to different poverty categorizations and different agro-ecological zones, indicate substantial increases in income ranging from 113% to 220% . For all models, livestock accounts for over half of the projected increase. Returns to labour show substantial improvement (44-90%) resulting in levels that exceed or match prevailing wage rates. Current labour utilization per household amounts to only about 30-35% of the available labour. Representative household models indicate an increase in labour requirements of 20-45%. Thus, on an annual basis, labour availability is more than adequate to meet the requirements of the proposed interventions.

### Economic Analysis

The main economic benefits of the project will be the incremental value of the crop, livestock and other products due to the combination of improved technologies promoted by the project with the provision of credit. However, given the demand-driven nature of the project, the uptake of various activities will depend on each farmer's assessment of the attractiveness and applicability to his circumstances. Hence the economic analysis can be at best only indicative based on a large number of assumptions. Financial prices have been converted into economic prices for valuing the assumed incremental benefits. The economic costs have been obtained through direct estimation (e.g., fertilizers) or through the application of standard conversion factors ranging from 0.9 to 1.0. Household labour has been shadow-priced at 65% of the financial price, reflecting the considerable degree of underemployment in the project area but also the fact that incremental labour requirements for crop production tend to come at peak times when casual-labour work is more readily available.

A separate economic analysis has been undertaken for irrigation based on an average scheme and the overall component (including a share of the extension and overhead project costs). This yields an EIRR for the average scheme of 22% and 15% for the overall component. Both of these results are robust in terms of sensitivity to cost increases, net benefit decreases and benefits delay. The most likely variable during implementation will be the rehabilitation/construction cost per hectare. The results of the sensitivity analysis to these parameters indicate that the EIRR falls below 12% at an investment cost of USD 1 500 per hectare for rehabilitation and of USD 2 000 per hectare for new schemes. Thus it is recommended that these should be the normal cut-off points for accepting schemes, that schemes above these costs should be subjected to a rigorous analysis of costs and benefits before any decision is taken and that this evaluation should take place before detailed design.

### Social Benefits

Along with the improvement in the standard of living due to increased agricultural production, the project will bring social benefits. Rural roads will alleviate the remoteness of isolated villages, and for villages in which communications are periodically disrupted by floods, will give the inhabitants better access to social facilities, particularly for health and education. The construction of



APPENDIX VII

communal markets will improve the circulation of goods in rural areas, and users will also benefit from more-sanitary conditions and shelter from sun and rain.

